

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

**PROGRAMME DE MOBILISATION DES EAUX DE SURFACE
ET DE GESTION DURABLE DES TERRES
(PROMES-GDT)**

Dons FIDA No. 8016-DJ & 8016A-DJ

Rapport de Mission de Revue à mi-parcours

14 – 26 mai 2012

Rapport principal et Annexes

Division Proche Orient, Afrique du Nord et Europe

Département de la gestion des programmes

Document No.2656-DJ

Juin 2012

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. LE CONTEXTE DU PROGRAMME	2
A. Le contexte du pays	2
B. Information de base sur le PROMES-DGT	2
C. La mise en œuvre du PROMES-GDT	3
III. EVALUATION D'ENSEMBLE DU NIVEAU D'EXECUTION DU PROGRAMME	4
IV. PRODUITS ET REALISATIONS, PAR COMPOSANTE	6
A. Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres (composante 1)	6
B. Développement des capacités nationales (composante 2)	12
V. PERFORMANCE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
A. Performance de l'UGP	13
B. Suivi & évaluation	14
C. Dimension genre	17
D. Efficience du ciblage	18
E. Gestion des savoirs et communication	19
F. Partenariats	20
VI. ASPECTS FIDUCIAIRES	20
A. Gestion financière	20
B. Décaissements	21
C. Passation des marchés	22
D. Financement de la contrepartie	22
E. Dispositions de l'Accord de don	22
F. Audit	23
VII. DURABILITE ET RISQUES	23
VIII.	24
	IMPACT
A. Objectif spécifique 1	24
B. Objectif spécifique 2	26
C. Objectif global	26
IX. RECOMMANDATIONS GENERALES	26
A. Approche et axes stratégiques	26

B. Révision des objectifs quantitatifs	28
C. Financement des composantes et catégories de dépenses	28
APPENDICES ET ANNEXES	1
Appendice1: Résumé de l'état d'avancement du Programme	1
Appendice 2: Niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes	4
Appendice 3: Questions financières: exécution des obligations de financement	10
Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	11
Appendice 5: Avancement matériel au regard des objectifs quantitatifs, y compris les indicateurs SYGRI	13
Appendice 6: Cadre logique actualisé du Programme	17
Appendice 7: Gestion du savoir – équité	19
Annexe 3 : Tableaux de synthèse des coûts (COSTAB)	2
Annexe 4 : Tableaux détaillés des coûts (COSTAB)	3

UNITE MONETAIRE ET TAUX DE CHANGE

Unité monétaire = Franc Djiboutien (FDJ)
USD 1,00 = FDJ 176,83
FDJ 100 = USD 0,566
DTS 1,00 = USD 1,54

POIDS ET MESURES

Système métrique

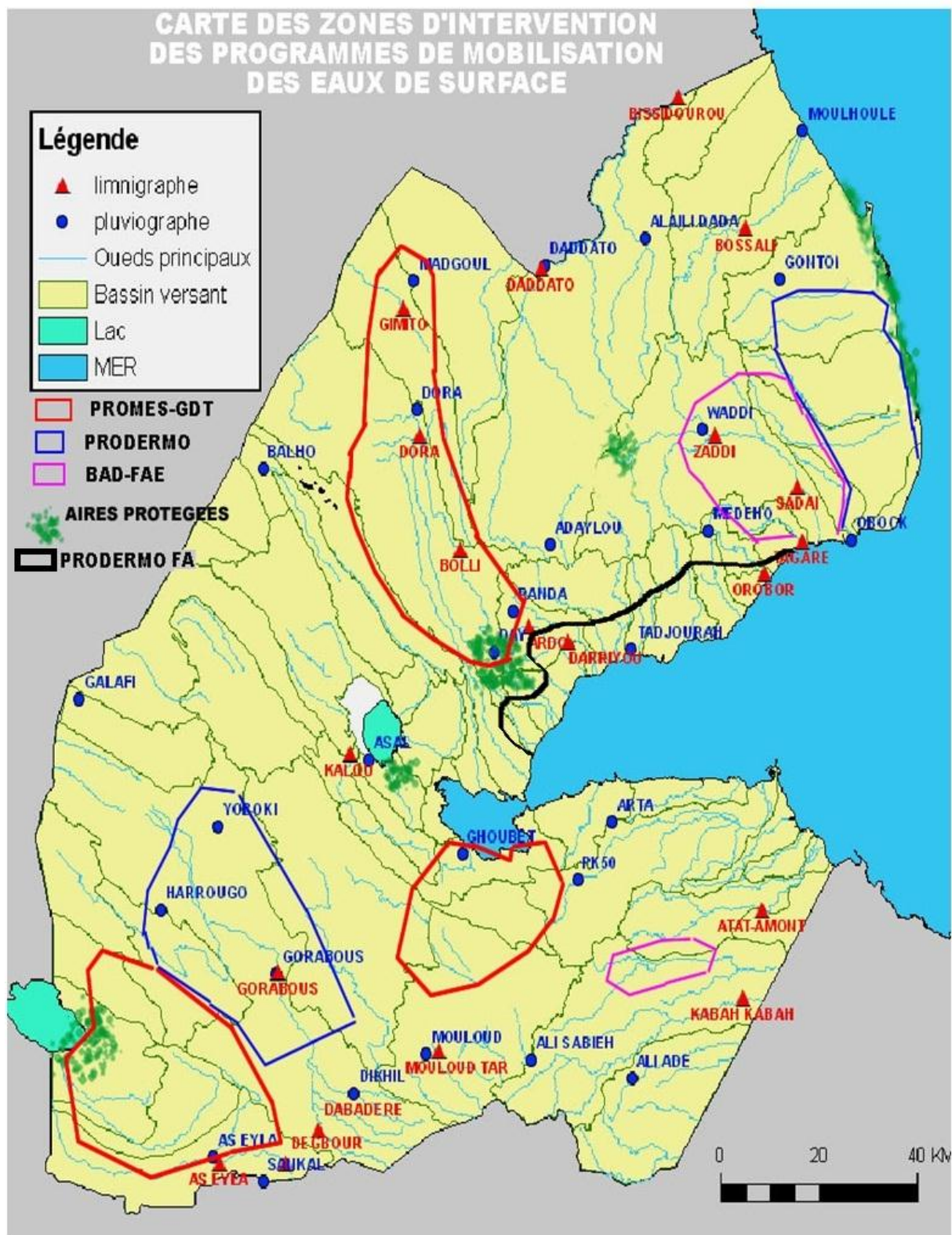
ANNEE FISCALE

1 Janvier – 31 Décembre

ACRONYMS ET ABREVIATIONS

ADDS	Agence djiboutienne de développement social
AFD	Agence française de développement
APD	Avant-projet détaillé
APS	Avant-projet sommaire
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque Islamique de développement
CERD	Centre d'études et de recherche pour le développement
CES	Conservation des eaux et sols
CGEP	Comité de gestion des points d'eau et des pâturages
CPL	Comité de pilotage local
COSTAB	Tableaux des coûts du programme
DAF	Direction de l'agriculture et des forêts
DAO	Dossier d'appel d'offres
DE	Direction de l'eau
DESV	Direction de l'élevage et des services vétérinaires
DGT	Direction des grands travaux
DFE	Direction du financement extérieur
DRF	Demande de retrait de fonds
FAE	Facilité africaine de l'eau
FDJ	Franc Djiboutien
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
INDS	Initiative nationale de développement social
MAPE-RH	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Elevage, chargé des ressources halieutiques
MEE	Ministère de l'énergie et de l'eau
MES	Mobilisation des eaux de surface
OMD	Objectifs du millénaire de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PRODERMO	Projet de développement rural communautaire et mobilisation des eaux
RAF	Responsable administratif et financier
RPE	Rapport de pré-évaluation du programme
RPM	Responsable de passation des marchés
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PTBA	Programme de travail et budget annuel
SAHP	Schéma d'aménagement hydro-pastoral
SE	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du programme
USD	Dollar Etats Unis
VCT	Vivres contre travail
VNU	Volontaire des nations unies

Carte de la zone du Programme



REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

PROGRAMME DE MOBILISATION DES EAUX DE SURFACE ET GESTION DURABLE DES TERRES (PROMES-GDT)

Don FIDA N° 8016-Dj et 8016A-Dj

**Mission de revue à mi-parcours
(14 au 26 mai 2012)**

RAPPORT PRINCIPAL

I. INTRODUCTION¹

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement de Djibouti a entrepris du 14 au 26 mai 2012, en collaboration avec le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et le Programme alimentaire mondial (PAM), la revue à mi-parcours du Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres (PROMES-GDT). L'objectif de la mission était: (i) d'évaluer les aspects opérationnels, tels que la gestion du PROMES-GDT et la réalisation des activités ainsi que le degré d'atteinte des objectifs de développement; (ii) de proposer des mesures correctives à apporter pour en obtenir l'impact attendu. Le présent rapport résume les conclusions préliminaires et recommandations de la mission. Un aide-mémoire a été discuté lors d'une réunion de restitution, présidée par Son Excellence Monsieur Mohamed Ahmed Awaleh, Ministre de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, chargé des ressources halieutiques (MAPE-RH), qui s'est tenue le 26 mai 2012.
2. Dès son arrivée, la mission conjointe a eu une réunion de briefing avec Son Excellence Monsieur Mohamed Ahmed Awaleh, Ministre du MAPE-RH et M. Almis Mohamed Abdillahi, Directeur du financement extérieur (DFE) du Ministère de l'économie et des finances, chargé de l'industrie et de la planification. De plus, elle a rencontré les Directions de l'élevage et des services vétérinaires (DESV), de l'agriculture et des forêts (DAF) et des grands travaux (DGT). En outre, elle s'est entretenue avec M. Mario Touchette, représentant du PAM, M. Jocelyn Leveneur, directeur de l'Agence française de développement (AFD), M. Hassan Ali, spécialiste programme du PNUD, M. Yves de Soye, conseiller technique régional du PNUD-FEM et Mme Nicoletta Avella, attaché opérations de la Délégation de l'Union européenne.
3. Durant les visites de terrain du 17 au 21 mai 2012 dans les districts de Tadjourah, Dikhil et Arta, la mission s'est entretenue avec toutes les parties prenantes du PROMES-GDT, dont les communautés nomades et sédentaires, les Comités de pilotage locaux (CPL) du Day et environs, de Randa-Makarassou, de Dorra-Otoy, d'Andaba-Madgoul et de As-Eyla/Gobaad, plusieurs Comités de gestion des points d'eau et des pâturages (CGEP), les chefs traditionnels et les autorités locales, les prestataires de service et les services publics concernés.
4. La mission tient à remercier Son Excellence Monsieur le Ministre de l'agriculture, les cadres des services publics qui lui ont apporté assistance ainsi que les représentants des partenaires au développement qui ont bien voulu la recevoir. Elle tient aussi à remercier les populations de Bolli, Dorra, Madgoul, Day, Gobaad, As-Eyla et Randa ainsi que l'équipe de l'Unité de gestion du programme (UGP) pour leur disponibilité, assistance et hospitalité.

^{1/} La mission est composée de M. Frans Goossens, agroéconomiste et chef de mission, consultant FIDA, M. Abdelaziz Tabet, expert en aménagement et gestion des ressources en eau, consultant FIDA, Mme Isabelle Stordeur, assistante de programme au FIDA, Mme Silvia Mancini, experte financière au FIDA ; M. Guedda Mohamed Ahmed, expert en développement institutionnel et pastoralisme. Ont participé à la mission de terrain, M. Daoud Salah (DGT), M. Mohamed Souleiman (DFE), Mme Perrine Giraud (FFEM/AFD), M. Abdourahman Houmed Gaba (PAM), M. Ramzi Fouad, assistant aux programmes, PNUD, M. Yves de Soye, conseiller technique régional, Groupe environnement et énergie, PNUD. M. Abdelhamid Abdouli, Chargé de Programme Pays au FIDA a participé à la mission du 16 au 20 mai.

II. LE CONTEXTE DU PROGRAMME

A. Le contexte du pays

5. En 2008, en raison de sécheresse récurrente qui a sévi sur l'ensemble de la Corne d'Afrique, et la flambée des prix des produits alimentaires et carburants, la République de Djibouti a été classée à la 2^{ème} place parmi les pays les plus fortement frappées par l'insécurité alimentaire, derrière Haïti. Selon le rapport de FEWSNET de mai 2008, 45% de la population était à risque d'insécurité alimentaire. Face à la situation alarmante et pour lutter de façon durable contre la pauvreté, le Gouvernement a lancé une Initiative nationale de développement social (INDS) pour la période 2008 – 2012. Pour se faire le Gouvernement a mis en place une Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), comme agence d'exécution du programme d'INDS.
6. Une analyse de la pauvreté non monétaire en 2010 a permis de tracer le profil des couches sociales les plus défavorisées. Les femmes sont davantage touchées par la pauvreté et surtout par les corvées d'eau, la garde des bétails et le travail domestique. La persistance de ces situations de grande pauvreté et vulnérabilité illustre donc le creusement des inégalités sociales dans toutes ces zones rurales. Car il y a aussi un manque d'inclusion de la population au processus de développement. D'ailleurs, il faut souligner les moyens limités à leur disposition. Il faut garder à l'esprit un chômage endémique, de plus de 65% de la population active, qui se conjugue avec les sécheresses chroniques et l'envolée de cours des denrées alimentaires de base. La population rurale est particulièrement exposée aux phénomènes de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire.
7. En 2011, la situation n'a pas changé, étant donné qu'un nouveau cycle de sécheresse s'est déclaré dans toute la Corne d'Afrique. D'après l'enquête du PAM (EASU-PAM/2011) de janvier 2011, une situation extrêmement préoccupante s'est instaurée dans le pays. Les ménages en insécurité alimentaire représentent 42% de la population rurale. Ces ménages ont des difficultés pour subvenir aux besoins de leurs familles durant les mois les plus chauds, de juillet à octobre.

B. Information de base sur le PROMES-DGT

8. **Faits essentiels.** Le PROMES-DGT est un Programme multi-bailleur, cofinancé par le FIDA, le Gouvernement, le FFEM, le FEM, le PAM, le PNUD et les populations bénéficiaires. Le PROMES-GDT a été approuvé le 13 décembre 2007 pour le don FIDA 8016-DJ de 3 millions USD. Le Programme est entré en vigueur en décembre 2008, sa date d'achèvement est le 31 décembre 2014. Les activités ont démarré en mai 2009 avec le transfert des fonds du FIDA et du FFEM. Un financement supplémentaire de 3,07 millions USD (don FIDA n°8016A-DJ) a été approuvé en septembre 2010. Le plan de financement du PROMES-GDT a été actualisé en 2010 lors de l'approbation de ce financement supplémentaire.
9. **Objectifs.** Le PROMES-GDT a pour objectif global d'améliorer les conditions de vie des communautés pastorales en promouvant une gestion durable des ressources naturelles. Ses objectifs spécifiques sont: (i) de mettre en œuvre un programme de mobilisation des eaux de surface pour les personnes et les animaux afin de lutter contre la soif des populations et de permettre une meilleure répartition de la charge animale ; et (ii) de renforcer les capacités nationales d'organisation et de gestion sur les plans institutionnel, technique et communautaire.
10. **Groupe cible.** Le Programme devrait toucher directement environ 6 000 ménages d'éleveurs nomades et sédentaires, soit environ 36 000 personnes, répartis dans trois zones : (a) dans le nord du pays, la forêt du Day et ses environs, les parcours de Randa-Makarassou et de Dorra-Madgoul, District de Tadjourah; (b) dans le centre, les parcours du Petit et Grand Barra et de Karta, District d'Arta ; et (c) dans le sud, les parcours du Gobaad et Dakka, District de Dikhil.
11. **Composantes.** Le Programme s'articule autour de trois composantes, à savoir : (i) la mobilisation des eaux de surface et la gestion durable des terres (MES-GDT) ; (ii) le renforcement des capacités nationales ; et (iii) la coordination et gestion du programme. Les détails des composantes sont décrits dans le chapitre IV.
12. **Approche.** Le PROMES-GDT a adopté une démarche qui est basée sur l'approche participative et d'intégration des actions. Les communautés rurales, organisées en Comités de pilotage locaux (CPL), ont été placées au centre du mécanisme de planification et de prise de

décisions concernant les aménagements et la gestion durable des terres à réaliser au niveau de chaque zone cible. Les aménagements sont identifiés et négociés avec les CPL et documentés dans un Schéma d'aménagement hydro-pastoral (SAHP). Le SAHP est décliné en un plan d'action convenu avec les CPL, qui jouent l'interface entre le Programme et les populations ciblées. Les activités du Programme de travail et budget annuel (PTBA) émanent donc des SAHP en prenant en compte une distribution équitable entre les différentes régions.

13. **Financement.** Le coût total du PROMES-GDT a été évalué en 2010 à 12,3 millions d'USD. Les sources de financement sont les suivantes:
- i. le FIDA à travers 2 dons (8016-DJ & 8016A-DJ) pour un montant total de 6,07 million USD; les fonds sont principalement utilisés pour le financement des sous-composantes « mobilisation des eaux de surface » et « gestion durable des terres », ainsi que pour la « gestion du Programme » ;
 - ii. le PAM pour 1,12 million USD, contribution en nature, « vivres contre travail (VCT) » selon arrivages et priorités du pays. La contribution du PAM est programmée annuellement en fonction de l'état d'avancement des activités du PROMES-GDT; le VCT est utilisé pour rémunérer la main d'œuvre non qualifiée qui participe aux travaux de gestion durable des terres et de réalisation des aménagements ;
 - iii. le FEM pour un montant de 1,06 million USD, administré par le PNUD (approuvé en 2011), pour le financement de la Composante 2, indispensable pour la mise en œuvre de la première composante);
 - iv. le FFEM pour 1,2 million USD, également administré par le PNUD, pour le financement de la sous-composante 1.4, notamment les interventions de sauvegarde et de régénération de la forêt du Day);
 - v. le PNUD finance un Volontaire des Nations Unies (VNU), spécialiste en sylviculture, pour une durée de 2 ans et un coût total de 0,068 millions de USD;
 - vi. le Gouvernement pour un montant de 2,64 million USD, notamment pour les taxes, ainsi que certains salaires et financement de la sous-composante 1.3 (amélioration de la production animale) ;
 - vii. les bénéficiaires pour une contribution estimée à 0,17 million USD, principalement une contribution à la réalisation des aménagements (estimée à 8% de la valeur des VCT).

C. La mise en œuvre du PROMES-GDT

14. **Conditions de mise en œuvre.** Le Programme, après une période relativement longue qui a duré de début 2009 à fin 2010, consacrée essentiellement à la mise en place de l'UGP, au recrutement du personnel, à la mobilisation et surtout à la sensibilisation et l'organisation des communautés, connaît une accélération appréciable de la mise en œuvre des activités.
15. Les principaux événements qui ont quelque peu freiné la mise en œuvre sont d'une part liés aux efforts déployés en vain par l'UGP pour concrétiser la décision de mobilisation des ressources humaines nécessaires au Programme telle qu'elle a été proposée dans le Rapport de pré-évaluation du programme (RPE), notamment par le détachement auprès de l'UGP de cadres et techniciens des Directions concernées du Ministère et d'autre part par les difficultés de mobiliser à temps l'importante assistance technique prévue initialement sur financement FEM et qui ne s'est concrétisée qu'en juin 2011. Un autre événement inattendu a aussi perturbé la mise en œuvre est la création d'un Ministère de l'énergie et de l'eau (MEE) et par là le transfert du mandat de la mobilisation des ressources en eau du MAPE-RH au MEE. L'incertitude institutionnelle que cette situation avait créée en ce qui concerne l'ancrage du PROMES-GDT a été levée en juin 2011. Début 2012, le Gouvernement a décidé de revenir sur cette décision et le secteur de l'eau rurale est de nouveau sous la responsabilité du MAPE-RH.
16. **Niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes.** Globalement le niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes d'appui et de supervision est **moyennement satisfaisant**. Depuis que le FIDA a pris en charge la supervision directe de ses projets en 2010, deux missions de supervision et environ quatre missions de suivi ont été dépêchées auprès de l'UGP pour apporter une assistance à la mise en œuvre. Seulement, l'UGP ne disposant pas, à ce jour, de cadres techniques en matière de socio-économie,

hydraulique, de pastoralisme susceptibles de veiller à l'exécution des recommandations dans les règles de l'art, plusieurs carences ont été constatées dans les spécifications techniques des marchés de travaux, la planification des activités et l'organisation du travail, ainsi que dans la mise en place d'un système de programmation et de suivi évaluation efficace et rigoureux.

17. Le niveau d'exécution des principales recommandations est variable et mitigé du fait qu'un certain nombre de changements institutionnels ont perturbé le bon déroulement du processus. Il s'agit notamment des recommandations relatives à :
 - i. *L'inscription du plan annuel de travail dans un schéma intégrée de développement des zones pastorales ciblées désigné par Schéma d'aménagement hydro-pastoral (SAHP).* Une programmation des activités du Programme en dehors d'une vision de développement à moyen terme présente le risque que les ouvrages hydrauliques soient spatialement dissociés des aménagements pastoraux. Le risque est atténué par la démarche participative du Programme.
 - ii. *La gestion optimale des capacités des ressources humaines disponibles, et la délégation des responsabilités.* Si un effort appréciable a été réalisé dans l'organisation de la mise en œuvre des activités du Programme, la méthode de travail et de gestion gagnerait en efficacité si elle était mieux planifiée et les tâches mieux identifiées et distribuées. En effet la programmation et la planification des activités qui restent à mener, et qui sont nombreuses, devraient prendre en compte la rationalisation de l'utilisation des financements mobilisés.
 - iii. *La recherche d'une meilleure équité dans la distribution des activités du Programme au bénéfice des différents groupes cibles des 8 zones géographiques d'intervention (et 8 CPL) du Programme.*

III. EVALUATION D'ENSEMBLE DU NIVEAU D'EXECUTION DU PROGRAMME

18. **Recommandation globale de la mission de revue à mi-parcours.** La mission de revue à mi-parcours confirme globalement la structure de gestion et les activités du Programme, qui restent valables pour la période 2013-2014. Elle propose: (a) d'accélérer le rythme d'exécution vu les besoins énormes de la population et l'état alarmant induit par la sécheresse prolongée et le changement climatique ; (b) de renforcer l'efficacité et les capacités de mise en œuvre de l'UGP; (c) de renforcer la gestion des savoirs dans le domaine de mobilisation des eaux de surface ; (d) d'affiner les mécanismes d'intervention afin d'améliorer la qualité des résultats ; et (e) d'augmenter l'appropriation des résultats/acquis par les communautés (y compris mais non seulement des infrastructures d'eau).
19. **Pertinence.** L'objectif spécifique 1 du PROMES-GDT reste pertinent et largement d'actualité en donnant la priorité à la problématique de l'eau à Djibouti qui constitue un défi majeur pour les populations et autorités du pays. Le choix porté sur les actions de mobilisation des eaux de surface afin de contribuer à combler une partie du déficit en matière d'accès à l'eau paraît judicieux et adapté au contexte et au mode de vie des pasteurs éleveurs. En effet, les conditions naturelles d'aridité de Djibouti et la versatilité du climat, en particulier la forte variabilité de la pluviométrie, accentuent la précarité et la vulnérabilité de larges couches de la population rurale dont l'économie est basée sur un élevage extensif à faible productivité. La combinaison de la construction de divers ouvrages hydrauliques complémentaires devrait permettre d'écourter la période de pénurie et d'alléger la corvée quotidienne de l'eau particulièrement pour les femmes. Elle devrait aussi permettre l'accès à des pâturages dans le cadre d'une gestion rationnelle des ressources pastorales. L'objectif spécifique 2, de renforcement des capacités nationales dans le domaine de mobilisation des eaux de surface, de la gestion durable des terres et de gestion des projets reste également pertinent.
20. **Ciblage.** Le PROMES-GDT a adopté une stratégie de ciblage géographique. Dans son concept le Programme devrait agir à titre pilote pour améliorer les conditions de vie d'environ 6000 ménages ruraux soit environ 15% de l'ensemble de la population rurale du pays. Fin 2012, environ 3375 ménages seront touchés directement (surtout à travers les citernes, les retenues et le programme « vivres contre travail »). L'efficacité du ciblage est satisfaisante, mais la mission conseille cependant de veiller à une répartition équitable des ressources du

Programme entre les groupes cibles des 8 SAHP. Le Programme dépassera probablement le nombre de 6000 ménages bénéficiaires directs (jusqu'à 6650).

21. **Efficience / résultats.** Des résultats tangibles peuvent être constatés dans l'augmentation des capacités de mobilisation des ressources en eau au niveau des citernes et des retenues pastorales (**sous-composante 1.1**), qui représente 64,3% des moyens du Programme. Les objectifs du Programme d'assurer une capacité de mobilisation des ressources en eau de 280 000 m³ seront probablement atteints vers 2013 et dépassés à la fin de 2014. En ce qui concerne **la sous-composante 1.2** (gestion durable des terres), les réalisations restent bien en deçà des objectifs initiaux qui semblent quelque peu ambitieux à la mission. La demande pour les appuis était limitée. Les populations sont surtout motivées par les VCT. D'après l'UGP, un objectif d'amélioration pastorale de 6000 ha traités par des cordons pierreux sur environ 100 km paraît réalisable. Les résultats de la **sous-composante 1.3** (amélioration de la production animale) sont également très modestes. Les activités sont entièrement financées par le Gouvernement. Une convention a été signée le 7 mars 2012 avec la DESV pour la mise en œuvre des activités de formation et d'amélioration de la santé animale, ce qui devrait créer une nouvelle dynamique. L'objectif majeur de la **sous-composante 1.4** est de tester les possibilités de mise en œuvre d'un processus de régénération de la forêt du Day. Les réalisations en termes de superficies à ce jour restent en deçà de ce qui était attendu. Néanmoins, certains investissements de base (dont 3 pépinières et un centre de formation) ont été faits et une mise à échelle en 2013 et 2014 est possible. La performance de la **sous-composante 2.1** est considérée modérément satisfaisante avec la mise en place de 8 CPL et 20 CGEP et la préparation très sommaire de 8 SAHP. Il est indispensable de renforcer les CPL, de continuer la mise en place des CGEP, ainsi que d'améliorer la qualité des SAHP. Depuis 2011, avec la mise en vigueur du don FEM, la **sous-composante 2.2** a commencé la mobilisation de l'assistance technique qui sera accéléré en 2012, 2013 et 2014. En ce qui concerne les formations et la mobilisation de l'AT, une meilleure cohérence et articulation avec les besoins nationaux est nécessaire.
22. Le taux de **décaissement** global de 39,44% (30 avril 2012) est relativement satisfaisant. Il est de 44,85% pour le FIDA, 18,28% pour le Gouvernement, 15,5% pour la communauté rurale, 72,2% pour le FFEM, 66,96% pour le PNUD, 15,49% pour le FEM et 28,56% pour le PAM. La date d'achèvement du 31 décembre 2014 sera probablement respectée.
23. **Efficacité de l'UGP.** La mission de revue à mi-parcours est satisfaite de constater les progrès enregistrés dans le domaine de la gestion du Programme par l'UGP. Le système de gestion fiduciaire et de passation de marches s'est un peu amélioré. Néanmoins, des améliorations sont surtout indispensables dans les domaines suivants : (a) le renforcement d'un système de suivi interne des opérations (avec rapportage clair des activités planifiées, en cours et réalisées et ceci par CPL) ; (b) le fonctionnement du système d'évaluation des résultats et impacts; (c) un renforcement continue de la gestion fiduciaire et des ressources humaines ; (e) la gestion des savoirs afin d'assurer une meilleure promotion des outils développés, ainsi qu'une réplique et mise à échelle des activités en partenariat avec les autres bailleurs.
24. **Efficacité de la mise en œuvre des activités.** En ce qui concerne la mise en œuvre des activités des sous-composantes 1.1, 1.2 et 1.3, plusieurs carences ont été constatées dans les spécifications techniques des marchés de travaux, ainsi que la planification, la qualité technique de la mise en œuvre et le contrôle des travaux. L'UGP a testé différentes formes de partenariat et de conventions impliquant avec plus ou moins de réussite les principaux acteurs concernés. L'expérience acquise va lui permettre d'entamer la seconde phase du programme avec plus de rigueur dans la programmation et plus d'efficacité au niveau des coûts. Le rôle des missions de supervision et de l'assistance technique sera essentiel.
25. **Efficience-coûts.** L'UGP a fait des efforts pour réduire les coûts des ouvrages et interventions, qui sont actuellement : 19450 USD (3,4 million FDJ) pour une citerne nouvelle de 100 m³, 7800 USD (1,4 million FDJ) pour une citerne réhabilitée, 45000 USD (8 million FDJ) pour une retenue pour le bétail. Par manque de statistiques et enquêtes de référence, il n'était pas possible de calculer la rentabilité financière et économique des investissements. Néanmoins, les investissements sont essentiels pour la survie des populations et leur bétail.
26. **Impacts.** En ce qui concerne l'objectif spécifique 1, l'augmentation des capacités de mobilisation des ressources en eau aura dépassé les objectifs quantitatifs vers la fin de 2014 et l'impact sera probablement tangible. En ce qui concerne la gestion durable des terres, l'amélioration de la production animale et les interventions dans la forêt du Day, les impacts

- restent en deçà des attentes, étant donné le faible progrès réalisé dans le domaine de la mise en œuvre. En ce qui concerne l'objectif spécifique 2, il y aura probablement des impacts tangibles, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'une certaine capacité de planification participative (SAHP, CPL et CGEP), une capacité de gestion des projets (UGP) et une expertise nationale (hydraulique rural, pastoralisme, sylviculture...).
27. **Équité homme-femme.** Le Programme a un impact important sur la qualité de vie des femmes notamment au niveau de l'allègement de la corvée d'eau et de la sécurité alimentaire (accès à l'eau) familiale.
28. **Durabilité.** La durabilité sociale observée auprès des communautés est acceptable pour les infrastructures de mobilisation de l'eau et les organes d'entretien et de gestion, mais faible pour les activités de CES et de plantations. Il est important de répertorier et évaluer de tels constats afin de mieux appuyer l'organisation sociale autour de la gestion de l'eau et des terres. Le Programme a développé un savoir-faire technique dans le domaine des aménagements et infrastructures, ce qui a permis d'améliorer les concepts et d'assurer ainsi une viabilité technique acceptable. Pour les activités de conservation des eaux et sols, la viabilité technique n'a pas encore été démontrée à Djibouti.
29. **Partenariats et gestion des savoirs.** Plusieurs partenaires au développement du pays ont adhéré au concept du PROMES-GDT et ont accepté de joindre leurs efforts à ceux du FIDA pour financer cette première phase du Programme. Il s'agit notamment du FFEM, de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), du FEM, du PNUD et du PAM. Depuis 2011, la Banque mondiale a adhéré plus tard au principe et vient de financer le Projet de Développement Rural Communautaire et Mobilisation des Eaux (PRODERMO), basé sur le même concept couvrant les régions complémentaires d'Obock et de Hanlé. Entretemps, la BID, la BAD et l'UE sont en train de préparer des interventions en intégrant les mêmes concepts. Il apparaît ainsi que le PROMES-GDT est un Programme de grande envergure dont l'expérience et les leçons tirées devraient contribuer à l'élaboration d'une **Stratégie nationale de mobilisation et de conservation des ressources en eau.**

IV. PRODUITS ET REALISATIONS, PAR COMPOSANTE

A. Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres (composante 1)

30. Cette composante regroupe la majorité des activités physiques du Programme et mobilise une bonne partie du financement (64,3% du coût total). Elle est organisée en quatre sous-composantes: (i) aménagement d'ouvrages hydrauliques; (ii) gestion durable des terres; (iii) amélioration de la production animale et (iv) protection et sauvegarde des espaces forestiers menacés de la zone de la forêt du Day.

Sous-composante 1.1 : Mobilisation des eaux de surface

31. Globalement, les activités programmées à travers cette sous-composante avancent bien depuis 2011, mais souffrent de l'absence d'une assistance technique en matière d'hydraulique, d'hydrologie et de génie civil. Les objectifs de réhabilitation vont clairement être dépassés comme le montre le tableau 1 ci-dessous.
32. La non-mobilisation de l'assistance technique initialement prévue a amené l'UGP à rechercher, durant une première période d'hésitation, les modes d'intervention utilisant les quelques compétences nationales pour exécuter les activités de cette sous-composante. Les missions de supervision du FIDA ont conseillé de commencer par les travaux de réhabilitation car ils présentent moins de risques sociaux et techniques et répondent aux premières doléances des populations. L'UGP a testé différentes formes de partenariat et de conventions impliquant avec plus ou moins de réussite les principaux acteurs concernés. L'expérience acquise va lui permettre d'entamer la seconde phase du programme avec plus de rigueur dans la programmation et plus d'efficacité au niveau des coûts. Il s'agit en particulier des questions liées au degré d'implication et de responsabilisation des Comités de pilotage locaux, du type de convention et de partenariat avec les Directions centrales du Ministère en particulier la DGT, de l'adaptation du mode d'exécution des travaux en ayant recours soit à des entreprises privées, soit à des actions HIMO avec la participation du PAM.

Tableau 1 : Objectifs et produits (fin 2012)

Comité de pilotage local (CPL)	Citernes enterrées			Retenues d'excavation		Petits barrages en gabion
	Réhabilitation communautaire	Réhabilitation familiale	Citernes nouvelles* (travaux en cours)	Réhabilitation (certains travaux en cours)	Constructions nouvelles (travaux en cours)	
Day et environs	5	4	3	-		
Randa, Makarassou	10	3	4	4		1
Dorra, Otoy	3	3	3	2*	3*	1*
Andaba, Madgoul, Maragoita	1		2	3+2*	2*	
Grand Barra				2		
Karta			2			
As-Eyla/Gobaad	2		4	1*		
Dakka			2			1*
Total à fin 2012	21	10	20	14	5*	3
Objectif Programme	16	-	61	13	11	-
Taux de réalisation	130%	-	33%	108%	-	-

*Programmée dans PTBA 2012

33. **Citernes enterrées.** L'objectif actuel de réhabiliter ou de construire 87 citernes avec une capacité moyenne d'environ 100 m³, soit une capacité totale 8700m³. Vers la fin de 2012, 51 citernes seront réhabilitées ou construites (59% de l'objectif).
34. Pour les besoins domestiques, il est prévu à la fin du PTBA 2012 la réhabilitation d'environ 21 citernes existantes dont 17 sont déjà réalisées et la construction de 20 nouvelles citernes de 100 m³ chacune. Durant le PTBA 2012, il est prévu aussi de lancer les études pour 10 citernes nouvelles afin de les réaliser durant l'exercice 2013. La mission propose de porter ce chiffre à 20. Suite à la demande des CPL, le Programme a inscrit la réhabilitation d'une dizaine de citernes familiales en amenant seulement les matériaux nécessaires. Les coûts pour les citernes nouvelles varient entre 2,8 millions de FDJ et 3,9 millions de FDJ en fonction de l'éloignement (environ 19 500 USD par citerne). Pour les 20 citernes en cours d'exécution, les populations ont participé au choix des sites et au creusement des fouilles avec l'aide du PAM.
35. La mission conjointe a visité deux sites de citernes nouvelles en cours d'exécution l'une au Nord et l'autre au Sud. Il apparaît que la qualité de l'exécution dépend plus des qualifications de l'entreprise et de son expérience que de la supervision et du contrôle mis en place par l'UGP. En effet, l'exécution se fait sur la base d'un plan type sans côtes du terrain naturel et non pas sur la base d'un plan d'exécution élaboré dans les règles de l'art. Les contrôleurs de chantier de l'UGP sont là plus en tant qu'observateurs. La formation dispensée par le consultant génie civil paraît sommaire et insuffisante qu'il va falloir renforcer. D'autre part les contrôleurs ne disposent pas de moyens de transport et dépendent fortement de l'entreprise. Etant donné la sécheresse qui sévit actuellement il est impératif de prendre les dispositions pour assurer le remplissage partiel immédiat des citernes construites et réhabilitées afin d'éviter des fissurations.
36. Pour le futur, l'UGP ayant définitivement opté pour une dimension standard de 100m³ pour les citernes, un plan type d'exécution, des spécifications techniques prédéfinies, ainsi qu'un avant métré indicatif utilisé déjà dans l'appel d'offres des 20 citernes, il ne resterait que l'adaptation des plans aux spécificités de chaque site avant exécution des travaux. Pour cela la mission pense qu'il serait probablement profitable financièrement et du point de vue des délais d'envisager d'intégrer dans un seul appel d'offre les études préalables (topographiques et d'élaboration de plans d'exécution) et l'exécution des travaux. Ceci afin de responsabiliser un peu plus les entreprises qui possèdent les qualifications nécessaires. La mission suggère de tester cette modalité dans le cas des 10 citernes programmées dans le PTBA 2012 et des 10 autres additionnelles. La qualité du travail des 9 entreprises actuellement en charge de la construction des 20 citernes déjà adjudgées sera prise en considération pour présélectionner les meilleures. L'UGP devrait procéder à une évaluation et une classification des performances des entreprises.
37. **Retenues d'excavation pastorales.** Le Programme a réalisé la réhabilitation de 9 retenues sur les 13 prévues. Les 5 retenues qui restent sont programmées dans le PTBA 2012 dont 3 à Dorra-Andaba. La capacité de stockage de ces retenues sera augmentée de 50% environ et portée à 100 000 m³.

38. L'exécution a été faite en régie par la Direction des grands travaux (DGT) du MAPE-RH pour 6 retenues et en régie directe par l'UGP pour 2 retenues en utilisant les engins achetés par le Programme et affectés à l'antenne de Dorra. Le coût total de l'opération avoisine 60 à 70 millions de FDJ (360 000 USD) soit environ 45 000 USD par retenue ce qui représente 146% de l'estimation initiale du Programme (Costab). Les raisons de ce surcoût ont été analysées lors des missions précédentes de supervision du FIDA. Il s'agit essentiellement du mode de contractualisation des activités à la DGT et des défaillances du « maître d'ouvrage » dans la supervision et le contrôle.
39. L'UGP ayant pris conscience de cette situation a entrepris des mesures pour mieux cerner les coûts dans le cadre de la construction en régie directe de l'emprise de la retenue d'Ougoufoum et de Gourmouleyta et la réhabilitation des 2 dernières retenues à Madgoul. Le recrutement par contrat d'un contrôleur d'approvisionnement en matériaux des différents chantiers a permis une meilleure supervision et un suivi rigoureux des consommations en gasoil et en matériaux (ciment, fer) et des dépenses de main d'œuvre. L'UGP devrait mieux organiser ses procédures de suivi et de contrôle et mieux documenter les utilisations sur le terrain.
40. La mission conjointe a visité six retenues réhabilitées dont une était en eau. Le point faible principal constaté réside dans la qualité de la construction des emprises (ouvrage de remplissage des retenues qui servent en même temps de bassins de dissipation d'énergie des écoulements) et surtout leur protection contre les affouillements qu'occasionnent les eaux de ruissellement non contrôlés dans le cas où le bassin versant qui alimente la retenue a une forte pente et une superficie importante. La retenue d'Assaya a connu des dégâts importants par manque d'anticipation sur la violence des écoulements. Un talweg entier a été détourné pour le remplissage de la retenue sans aucun ouvrage de contrôle des écoulements.
41. La mission propose, pour les cinq retenues qui restent à réhabiliter, que les études d'exécution et d'élaboration des dossiers d'appel d'offre soient élaborées avec l'assistance de deux ingénieurs l'un en hydraulique/hydrologie et l'autre en génie civil. Une formation des contrôleurs de travaux et de deux ingénieurs nationaux pourrait être assurée à cette occasion. Si l'expérience est réussie, les mêmes assistants techniques pourraient participer dans l'élaboration des études d'exécution pour les 5 retenues nouvelles programmées dans le PTBA 2012 en distinguant deux lots, l'un pour les travaux de terrassement et l'autre pour le génie civil.
42. **Construction de seuils en gabions.** Cette activité ne figurait pas dans le document initial du Programme. Elle a été initiée suite à la demande des populations de Dorra. L'ouvrage en gabions a été exécuté par la méthode HIMO avec l'aide vivres contre travail (VCT) du PAM pour la mobilisation des eaux de crues pour la recharge des nappes alluviales dont le sous-écoulement (inféoflux) est exploité par les populations à l'aide de simples puisards de faible profondeur (2 à 3 m). Le Programme envisage de répliquer cette technique le long du lit de l'oued Kalou en aval de l'ouvrage actuel à Dorra, au niveau d'Andaba et Maragoita pour alimenter les forêts, et au niveau de Dakka et du Gobaad dans le Sud pour la recharge de la nappe. Etant donné le succès de l'opération à Dorra, des activités additionnelles pourraient être programmées au niveau d'environ 9 sites supplémentaires dès le PTBA 2013 à des coûts directs de matériaux qui ne devraient pas dépasser les 10 000 USD l'ouvrage.
43. **Réhabilitation de petits barrages.** Les études d'avant-projet sommaire (APS) pour la réhabilitation de trois petits barrages existant en maçonnerie ont été réalisées par un bureau d'études international. Le niveau de précision des études d'APS ne permettent pas de juger de la faisabilité technique et économique de ces sites. Les APS ont été élaborées sans travaux topographique. Il apparaît toutefois que les contraintes majeures seraient liées au transport solide important du fait de la dégradation du bassin versant qui risquent de combler les ouvrages au bout de 5 à 10 ans. Le choix de l'UGP a été porté sur les sites d'Ouroukia et de Harrougo pour lesquels les études d'APD seront entamées. Les bassins versant des barrages d'Ouroukia et de Harrougo devraient faire l'objet au préalable d'un traitement antiérosif assez dense si l'on veut augmenter la durée de vie des ouvrages. Cette action devrait démarrer au plus tôt. Devant les incertitudes concernant ces barrages, la mission propose de procéder d'abord à des travaux simples et peu coûteux d'excavation et de confortement des ouvrages existants.
44. **Suivi de la qualité de l'eau.** La convention avec la Direction de l'Eau (DE) est en cours de validation. La DE contribuera au maintien de l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'hygiène (formations, analyses bactériologiques, sensibilisation).

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Mobilisation des eaux de surface		
Réaliser un diagnostic de la situation actuelle des 10 citernes familiales à réhabiliter et une estimation des coûts	UGP, CPL Day	Fin juin 2012
Organiser une mission d'évaluation de la qualité des travaux exécutés par les 9 entreprises qui construisent des citernes nouvelles.	UGP	Fin août 2012
Préparer un appel d'offre pour les études et l'exécution et d'élaboration du DAO des travaux des 10 citernes nouvelles programmées dans le PTBA 2012. Ce nombre pourrait être porté à 20, mais l'UGP veillera à ce que le choix des sites engendre en coût unitaire par citerne qui ne dépasse pas 2,9 millions de FDJ, non compris la participation des populations aux fouilles et celle du PAM (critère de sélection).	UGP	Fin juillet 2012
Démarrer les activités de suivi de la qualité de l'eau en collaboration avec la Direction de l'eau (DE) et l'UNICEF suite à la réunion tenue à ce sujet	UGP, DE, UNICEF	Fin septembre 2012
Recruter deux experts en hydraulique et en génie civil en deux périodes : (i) pour assister dans les études d'exécution des emprises des 5 retenues à réhabiliter durant PTBA 2012 retenues nouvelles, et (ii) pour assister dans les études d'exécution de 5 retenues nouvelles	UGP	Fin septembre 2012
Recruter deux techniciens nationaux en génie civil au niveau de l'UGP pour travailler avec les experts internationaux et bénéficier du transfert de connaissances.	UGP	Fin août 2012
Réaliser les travaux topographiques (levés en plan au 1/500 ^{ème} et profils en long) des sites des seuils en gabion prévus à Dorra (2), Gobaad (2), Andaba (1) et Maragoita (1)	UGP, CPL	Fin septembre 2012
Etant donné le nombre de chantiers de construction de seuils en gabion en HIMO que l'UGP devrait superviser, il est impératif d'acquérir un camion-citerne pour alimenter en eau les chantiers (PTBA 2013)	UGP	Fin septembre 2012
Finaliser les études d'APD des sites d'Ouroukia et Harrougo et démarrer les actions de protection des bassins versants	UGP	Fin octobre 2012
Entamer les consultations pour l'acquisition du matériel topographique	UGP	Fin octobre 2012

Sous-composante 1.2 : Gestion durable des terres

45. Cette sous composante vise à améliorer la disponibilité globale de fourrages grâce à une meilleure gestion des parcours et à atténuer la dégradation des terres et des infrastructures hydrauliques par des actions de lutte antiérosive et de restauration du couvert végétal sur une superficie de 10 000 hectares, notamment par la mise en repos, la construction de cordons pierreux de cordons pierreux sur 183 km, le ré-semis sur 950 ha, l'afforestation sur 1000 ha et la mise en place de 4 pastoretum. La démarche est basée sur la mobilisation des populations pour l'exécution d'actions de conservation des eaux et des sols (CES) avec l'aide de vivres contre travail (VCT) du PAM.
46. Les techniques à introduire visent à associer la mise en repos des parcours aux améliorations par semis d'espèces pastorales et plantations d'arbres fourragers ainsi que des travaux de protection et de CES. Les activités ont connu un début d'exécution grâce à l'appui d'un expert international en CES qui a séjourné dans le pays à trois reprises. L'expert a apporté son appui pour la mise en place de divers sites de démonstration principalement dans la forêt du Day et les parcours de Randa-Makarassou et de Dorra.
47. La mise en oeuvre des activités de cette sous-composante s'est heurtée aux difficultés à faire admettre par les communautés le principe de la mise en repos. Les réalisations sont modestes par rapport aux objectifs. L'UGP espère arriver à négocier la mise en repos sur environ 2000 ha durant le PTBA 2012 ce qui porterait la superficie négociée à 3400 ha soit 34% de l'objectif. Seulement, il restera à assurer l'exécution de travaux de CES qui dépendent de la disponibilité de la main d'œuvre et des VCT. A ce jour, seuls 18 km de cordons pierreux couvrant une superficie de 90 ha ont été réalisés soit 10% de l'objectif.
48. Il apparaît toutefois que les objectifs étaient très ambitieux eu égard aux financements du PAM, à la capacité d'exécution et aux conditions climatiques peu favorables aux plantations. D'après l'UGP, un objectif d'amélioration pastorale de 6000 ha traités par des cordons pierreux sur environ 100 km paraît réalisable.

49. La convention avec la Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF) a été signée le 12 décembre 2011 et est déjà mis en œuvre. Les activités retenues portent sur le reboisement, la sensibilisation et la formation des agro-pasteurs, ainsi que le suivi-évaluation.
50. *Lors de la restitution, la question de la conservation de sols et du reboisement a fait l'objet d'une longue discussion. La mission adhère aux propositions du Gouvernement de rechercher l'utilisation d'espèces pour le reboisement adaptés aux conditions de Djibouti et avoir recours à des petits pépiniéristes privés pour produire des plants qui seront achetés par le Programme. Une assistance technique d'un expert en pépinières devra être prévue.*

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Gestion durable des terres		
<i>Recruter l'expert en CES pour continuer son assistance aux travaux de CES dans les parcours mis en repos</i>	UGP	Fin août 2012
<i>Recruter l'expert en pastoralisme pour sa deuxième mission afin de compléter les activités figurant dans ses termes de référence. La première mission était seulement une mission exploratoire.</i>	UGP	Fin septembre 2012
<i>Discuter avec la Direction de l'agriculture et des forêts (DAF) de l'opportunité de mettre en place de deux pastoretum à titre pilote sur les 4 prévus initialement dans le Programme compte tenu des difficultés d'en assurer l'entretien et le gardiennage et du coût relativement élevé</i>	UGP, DAF	Fin septembre 2012
<i>Soumettre au FIDA une note de concept sur l'accélération des actions de reboisement en ayant recours à des petits pépiniéristes privés et en adaptant le choix des espèces aux conditions locales.</i>	UGP	Fin juin 2012
<i>Préparer, sur financement FEM, les termes de référence d'un technicien international en conduite des pépinières.</i>	UGP	Fin juin 2012

Sous-composante 1.3: Amélioration de la production animale

51. Le Programme a prévu seulement des actions d'accompagnement qui devaient porter sur: (i) le recensement du cheptel des zones retenues afin d'améliorer les connaissances de base sur les systèmes pastoraux; et (ii) des mesures pour l'amélioration de la santé animale. Ces activités devaient être entièrement financées dans le cadre du programme normal du gouvernement. En 2011, les actions de collaboration entre la DESV et l'UGP se sont limitées à la mise en place et la mise en œuvre de l'enquête de référence du PROMES-GDT.
52. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision, une convention de collaboration a été passée le 7 mars 2012 avec la DESV qui portent sur : (i) un programme de renforcement des capacités des éleveurs en matière de santé animale, (ii) le lancement du recensement du cheptel et ses caractéristiques zootechniques dans les parcours ciblés par le Programme, et (iii) la gestion des zones pastorales et des mises en repos en collaboration avec la Direction de l'agriculture et des forêts (DAF).
53. Lors de la visite de terrain à Dorra, la mission conjointe a discuté avec des éleveurs qui ont insisté sur les dégâts que les parasites et autres maladie causent à leur cheptel. La mission a été informée que la DESV compte affecter un infirmier vétérinaire à Dorra. Si l'affectation se concrétise, la mission propose la réhabilitation et l'équipement du poste.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Amélioration de la production animale		
<i>L'UGP et la Direction de l'élevage (DESV) devraient donner corps à la convention en précisant un programme minimale d'activités</i>	UGP, DESV	Fin juin 2012
<i>L'UGP et la DESV devraient préparer un programme d'appui au poste vétérinaire de Dorra</i>	UGP, DESV	Fin juin 2012

Sous-composante 1.4: Protection et sauvegarde des espaces forestiers menacés de la forêt du Day et de sa périphérie

54. L'objectif majeur de cette sous-composante est de tester les possibilités de mise en œuvre d'un processus de régénération de la forêt du Day et de trouver une solution à la problématique plus large de l'amélioration de la gestion des ressources pastorales de l'ensemble de la zone considérée tel que décrit dans le rapport de pré-évaluation (RPE).
55. Les objectifs fixés paraissent surestimés par rapport à la capacité et au rythme d'exécution que permet la production de plants de la pépinière et de la main d'œuvre, et surtout la demande

- pour les plants de la part des privés est limitée. Malgré la présence à temps plein d'un expert VNU et d'un ingénieur forestier, les réalisations à ce jour restent en deçà de ce qui était attendu.
56. Les principales réalisations ont été concentrées sur la reliquaie forêt du Day portant sur :
- i. *l'inventaire de la forêt du Day* (forêt dégradée et non dégradée) sur une superficie de 1055 ha ainsi que de la zone de parcours environnante. La forêt non dégradée couvre une superficie de 645 ha ;
 - ii. *la régénération assistée de la végétation ligneuse* à travers la mise en place de deux unités de 10 hectares, soit 4% de l'objectif à terme de 50 unités de 10 hectares chacune (objectif total de 500 hectares). Environ 6000 plants ont été plantés en genévrier, buis et olivier sur 20 ha. Le rythme de plantations espéré est de 3000 arbres par an, soit 21% de l'objectif des 14500 arbres prévus sur 50 ha. Les travaux de cordons pierreux n'ont porté que sur 30 km sur les 150 km prévus ;

Il est réaliste de revoir les objectifs quantitatifs du Programme à la baisse, jusqu'à 300 hectares (75 000 plants) ;
 - iii. *dans l'objectif d'initiation d'activités génératrices de revenus*, un consultant sera recruté pour analyser la faisabilité du développement d'une activité d'apiculture. Le PRODERMO a prévu le financement des activités génératrices de revenus. Il est souhaitable de développer des synergies et complémentarités ;

Dans le même objectif, l'exploitation du bois mort: Un inventaire du bois mort a été entrepris par l'équipe du programme dans le but de définir un mode d'exploitation optimal. Un consultant international expert et un technicien ont été recrutés pour assister l'équipe du Programme dans l'analyse de la faisabilité de la création d'une unité artisanale et la formation d'ouvriers sur le bucheronnage. De plus, l'UGP a préparé les termes de référence pour le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un Plan d'aménagement participatif (PAP) de la forêt du Day ;
 - iv. *la mise en place et activation de 2 pépinières dans le Nord*. Une pépinière nouvelle a été installée dans la zone de la forêt du Day et une existante a été réhabilitée dans la zone de Randa. La capacité de production de plants planifiée pour ces deux pépinières est de 20000 plants et 30 000 plants respectivement pour des espèces forestières et fourragères. Le statut de ces deux pépinières devrait être clarifié pour assurer leur durabilité ; les pépinières fonctionnent à une fraction de leur capacité optimale ;

La mise en place d'une pépinière au Sud à As-Eyla/Gobaad. Un pépiniériste qualifié a été recruté par l'UGP. Les activités démarreront dès que le problème de l'alimentation en eau sera réglé. Un Comité de gestion devrait être mis en place associant le CPL et les femmes. Compte tenu de l'éloignement du site la pépinière de As-Eyla, des habitations, l'association des femmes partenaires dans la gestion devrait bénéficier d'un local pour stocker les outils et matériel et aussi pour servir de vitrine de démonstration des articles d'artisanat qu'elles fabriquent ;
 - v. *Un centre de formation*. Un bâtiment a été construit dans l'enceinte de la pépinière du Day afin de servir de centre de formation pour l'apiculture et l'artisanat du bois, de bureau et de base vie pour les experts. Il a fait l'objet d'une extension récemment. Il est prévu de construire un local pour l'artisanat au centre de Day plus l'exposition des produits.
57. Un rapport a été demandé à l'équipe de l'UGP sur place pour enrichir les questions sur la dégradation générale de la forêt, sur les questions d'eaux et d'arrosage, et de méthodologie de reboisement.
58. Le Programme a financé les infrastructures (pépinières, centre de formation) nécessaires et les travaux de régénération ont été pilotés. Pour le reliquat des fonds du FFEM et du PAM, l'équipe forestière basée à Day devrait préparer un programme de travail pour 2012-2013-2014 en fixant des objectifs réalistes basés sur les premiers résultats observés, ainsi qu'une stratégie de sortie de l'intervention du Programme dans la forêt du Day. La mission propose : (a) un mise-à-échelle des activités sur la base des objectifs réalistes ; (b) de recruter un expert international en agroforesterie pour l'élaboration d'un Plan d'aménagement participatif de la forêt ; (c) de mettre en place des comités de gestion des pépinières, en associant toutes les parties prenantes ; et (d) de recruter une assistance technique internationale, spécialisée dans la conduite des pépinières et la sylviculture.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Régénération de la forêt du Day et périphérie		
<i>Préparer un programme de travail pour 2012-2013-2014 à venir en fixant des objectifs réalistes basés sur les premiers résultats observés, avec une stratégie de sortie</i>	<i>UGP, équipe forestière à Day</i>	<i>Continu</i>
<i>Elaborer une nouvelle version du protocole d'accord qui présente les principes et deux conventions relatives aux mises en repos de Diteladda-Adonta et Barah Barré pour la forêt du Day</i>	<i>UGP, VNU</i>	<i>Fin novembre 2012</i>
<i>Recruter l'expert international en agroforesterie pour apporter une assistance dans l'élaboration d'un Plan d'aménagement participatif de la forêt (en intégrant les éléments de restauration, de biodiversité, de protection, etc..) et l'exploitation rationnelle du bois mort</i>	<i>UGP, VNU</i>	<i>Fin décembre 2012</i>
<i>Recruter une expertise internationale en sylviculture et la conduite des pépinières afin de développer une vision cohérente, avec une analyse des risques (demande limitée pour les plants, changements climatique).</i>	<i>UGP, VNU</i>	<i>Fin décembre 2012</i>
<i>Mettre en place les Comités de gestion des pépinières de Randa et de As-Eyla en associant les CPL, les associations de femmes, les pépiniéristes et les animateurs pour élaborer les programmes annuels d'activité des pépinières dans un esprit de cogestion</i>	<i>UGP, DAF, CPL, Animateurs</i>	<i>Fin décembre 2012</i>
<i>Considérer la demande de construction d'un local à As-Eyla pour l'association des femmes partenaires dans la gestion de la pépinière</i>	<i>UGP, CPL</i>	<i>Fin décembre 2012</i>

B. Développement des capacités nationales (composante 2)²

59. L'objectif de la composante est de renforcer les capacités nationales d'organisation et de gestion sur les plans institutionnel, technique et social. La performance de la sous-composante est considérée **modérément satisfaisante**, étant donné l'accélération des décaissements du financement FEM pour la mobilisation de l'assistance technique depuis 2011, ainsi que les résultats obtenus par la sous-composante 2.1.

Sous-composante 2.1 : Renforcement des capacités communautaires

60. Le PROMES-GDT a adopté une démarche qui est basée sur les principes de l'approche participative et d'intégration des actions au niveau des parcours. Les aménagements sont planifiés et négociés avec les communautés, organisés dans des Comités de pilotage locaux (CPL) et documentés dans un Schéma d'aménagement hydro-pastoral (SAHP). Les outils CPL et SAHP sont adoptés par le PRODERMO et les autres bailleurs de fonds, telles que la BAD, la BID et l'UE sont intéressés. A mi-parcours, les réalisations de la sous-composante sont les suivantes:
- i. la mise en place de 8 CPL prévus, dont 4 fonctionnent de façon satisfaisante (Day, Randa-Makarassou, Dorra-Otoy, As-Eyla, Gobaad), 3 sont faibles (Andaba-Madgoul, Karta-Assal, Dakka) et un CPL n'est pas fonctionnel (Petit et Grand Barra); les CPL informent et mobilisent les populations (notamment pour les travaux rémunérés par les VCT); un encadrement de proximité par les animateurs du Programme et la formation continue des membres des CPL sont indispensables afin de pérenniser et capitaliser les acquis, et de renforcer la transparence, la gouvernance locale et la démocratie interne; de plus, une réflexion sur le statut des CPL doit être menée ;
 - ii. la mise en place de 25 Comités de gestion des points d'eau et des pâturages (CGEP) au niveau des ouvrages et des sites d'intervention; le rôle et le fonctionnement des CGEP n'est pas encore au point (besoin d'encadrement de proximité, de règlement intérieur et de formation); étant donné le nombre d'aménagements et ouvrages prévus, le PROMES-

² La composante « développement des capacités nationales » est majoritairement financée par le FEM et le PNUD.

GDT mettra en place au moins une centaine de CGEP, dont environ 77 à 87 pour les citernes, 24 pour les retenues, 11 pour les seuils d'épandage, 2 pour les barrages, ainsi que certain nombre pour les activités CEP, une pour la forêt du Day, 3 pour les pépinières. Certains CGEP gèreront plusieurs interventions;

- iii. l'élaboration de 8 SAHP pour les parcours ciblés qui proposent un diagnostic et des interventions prioritaires ; l'outil SAHP est pertinent dans le contexte actuel et permet d'améliorer la transparence dans le processus du choix des sites et d'appropriation des interventions; malheureusement, les SAHP sont incomplets et la qualité est variable. La mission recommande de recruter une assistance technique qui appuiera le travail sur la qualité des SAHP.

Sous-composante 2.2 : Renforcement des capacités administratives

- 61. Les activités de la sous-composante sont constituées de stages, voyages d'étude, formations, assistance technique long et court terme, et activités de capitalisation. Depuis 2011, l'assistance technique a été mobilisée dans les domaines de suivi-évaluation, pastoralisme, conservation des eaux et sols (CES). De plus, de nombreux prestataires pour des prestations de service (enquêteurs, formateurs, etc.) ont été recrutés. Ensuite, un Volontaire des Nations Unies (VNU) en sylviculture a été mis à la disposition du Programme depuis 2010 pour une période de 2 ans (mise en place des pépinières et régénération de la Forêt du Day).
- 62. *A la demande du Ministère de l'agriculture, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités nationales et la mobilisation de l'expertise internationale dans les domaines suivants : (a) l'hydraulique rurale ; (b) la conduite des pépinières.*

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Renforcement des capacités communautaires		
<i>Recruter une assistance technique nationale pour faire une analyse des capacités institutionnels des CPL et CGEP et élaborer les détails d'un plan d'appui institutionnel;</i>	UGP	Juillet 2012
<i>Systématiser l'encadrement continue et de proximité des CPL et des CGEP dans les TdR des animateurs ; ceux-ci doivent se concentrer sur l'appui à l'organisation des réunions, la démocratie interne, la préparation des PV, le respect des statuts et règlements internes, l'appropriation des acquis du Programme.</i>	UGP	Immédiatement
<i>Intégrer des indicateurs de suivi de la performance institutionnel des CPL et des CGEP dans le cadre logique</i>	UGP	juin 2012
<i>Actualiser et approfondir les données des SAHP des huit parcours des zones ciblées. Améliorer et harmoniser la qualité des SAHP</i>	UGP, Directions régionales, animateurs	Fin octobre 2012
<i>Utiliser le financement FEM pour financer les besoins prioritaires d'assistance technique en matière d'hydraulique et de génie civil, de pastoralisme et de gestion des parcours, de renforcement des CPL et des SAHP, et le suivi-évaluation.</i>	UGP, PNUD	Juin 2012
<i>Mobiliser une assistance technique pour déterminer les vulnérabilités spécifiques des écosystèmes naturels et pastoraux du pays (ou des régions concernées par le projet) face à la sécheresse et le changement climatique, en s'appuyant aussi sur des analyses déjà existantes tel que la PANA³ ; et ainsi déterminer les conséquences pour les interventions du Programme (stratégies et activités d'adaptation)</i>	TdR : PNUD	juillet 2012

V. PERFORMANCE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

A. Performance de l'UGP

- 63. La mission conjointe a constaté une amélioration de la performance de l'UGP qui est jugée **modérément satisfaisante**. Des améliorations futures sont indispensables dans les domaines

³ <http://unfccc.int/resource/docs/napa/dji01f.pdf>

suivants : (a) le fonctionnement du système de suivi interne des opérations et appuis (avec rapportage clair des activités planifiées, en cours et réalisées et ceci par CPL) ; (b) le renforcement du système d'évaluation des impacts (enquête de référence et d'impact); (c) la gestion fiduciaire ; (e) la gestion des savoirs, axé sur la mobilisation des eaux de surface, et la mise à échelle / réplification des activités.

64. L'UGP est repris dans l'organigramme du MAPE-RH comme Bureau de gestion de projets. Elle a seulement complété le recrutement de son équipe administrative et financière (RAF, aide-comptable, secrétaire de direction) et deux animateurs, en janvier 2011. L'absence de coordinateurs régionaux signifie que toutes les décisions opérationnelles restent centralisées au niveau de l'UGP et que les animateurs n'ont pas bénéficié de l'encadrement requis. Les animateurs remplissent ces fonctions des coordinateurs régionaux, qui étaient prévus dans le concept initial, mais dont l'utilité n'est pas claire. Le PRODERMO, financé par la Banque mondiale, apporte à l'UGP un complément en ressources humaines qui a levé certaines faiblesses. Le personnel de l'UGP est résumé dans le tableau ci-dessous :
65. **Animateurs.** Une mise à échelle des interventions à la base implique un recrutement de deux animateurs additionnels (Madgoul-Dorra et Dakka). Les Tdr des animateurs devraient également inclure : (i) un rôle clair dans le domaine du suivi interne des interventions, notamment le remplissage des fiches de référence pour les aménagements (situation de référence, ainsi que suivi annuel, nombre de bénéficiaires actuels, estimation du nombre d'utilisateurs,...) ; (ii) un encadrement régulier et de proximité des CPL et des CGEP.

	Personnel recruté sur PROMES-GDT	Personnel recruté sur PRODERMO
Niveau national	Coordinateur Responsable administratif et financier (RAF) Responsable passation des marchés (RPM) Aide-Comptable Responsable informatique (gouvernement) Responsable achat (à recruter) Secrétaire de direction (1), gardien (1), <i>femmes de ménage (1), chauffeurs (2)</i> 2 assistantes administratives (financement FEM et FFEM)	Coordinateur adjoint (responsable de suivi évaluation) Responsable passation des marchés Comptable Secrétaire Chauffeur
Niveau régional		
Tadjourah – Randa	1 animateur	
Tadjourah-Day	Responsable forestier (gouvernement) VNU en sylviculture (PNUD)	
Obock		Coordinateur régional, 2 animateurs/rices, secrétaire, chauffeur, agent d'entretien
Dikhil	1 animateur	Coordinateur régional, 2 animateurs/rices, secrétaire, chauffeur, agent d'entretien

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Performance de l'UGP		
<i>Recrutement de deux animateurs/rices supplémentaires capables de faire le travail d'encadrement de proximité des CGEP et des CPL, dans les districts de Tadjourah et de Dikhil.</i>	UGP	Immédiatement
<i>Elargir les TdR des animateurs/rices et clarifier leur rôle dans le suivi interne des aménagements, ainsi que dans l'encadrement régulier des CPL et des CGEP.</i>	UGP, SE	Fin septembre 2012

B. Suivi & évaluation

Etat des lieux

66. La performance des systèmes de suivi et d'évaluation est **modérément insatisfaisante**. Le système de suivi ne réussit toujours pas de fournir des rapports semestriels actualisés sans incohérences dans les chiffres. La mission conjointe a pu constater lors des visites de terrain

l'absence de données disponibles sur les ouvrages hydrauliques réhabilités, les CGEP formés et les CPL. Les tableaux disponibles ne sont souvent pas comparables, ni cohérents. La distinction entre les activités réalisées, en cours et planifiées n'est pas toujours claire. Néanmoins, beaucoup d'informations de base indispensables pour le suivi sont disponibles dans les rapports d'activités des animateurs, des prestataires et des autres membres de l'UGP, mais ils ne sont pas compilés de façon régulière, systématique et transparente dans des tableaux et rapports de synthèse. De plus, ils sont difficilement accessibles et exploitables pour l'équipe de gestion et pour les missions de supervision et d'appui. L'enquête de référence n'est toujours pas analysée et la qualité des résultats est probablement médiocre.

67. Lors de la conception du Programme, il n'avait pas été prévu de poste de Responsable du suivi-évaluation (S&E) et la fonction était couverte par le Coordinateur. La mise en place du système de S&E a pâti de cette situation et la mission a pu constater lors des visites de terrain l'absence de données disponibles sur les ouvrages hydrauliques réhabilités, les CGEP formés et les CPL. Le démarrage du PRODERMO a permis de recruter un Coordinateur adjoint qui est également chargé du suivi-évaluation pour l'ensemble du programme (PRODERMO & PROMES-GDT). En 2010-2011, le Programme a bénéficié de deux assistances techniques en suivi-évaluation de la part du FIDA qui ont élaboré les éléments de base d'un système, mais il apparaît que l'UGP n'a pas su exploiter le savoir transmis afin de mettre en place un véritable système de suivi interne et d'évaluation.

Suivi interne

68. Le suivi interne des activités par l'UGP est la base des rapports d'avancement semestriels et annuels. Ces rapports doivent au minimum aborder (a) les progrès quantitatifs et qualitatifs atteints en exécutant le Programme et en réalisant ses objectifs, (b) les problèmes rencontrés au cours de la période d'établissement des rapports, (c) les mesures prises ou proposées pour remédier à ces problèmes, (d) le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période d'établissement des rapports suivants.
69. La mission conjointe recommande d'élaborer (i) une matrice pour le suivi interne définissant de façon définitive la liste des indicateurs de suivi (beaucoup d'éléments sont déjà disponibles dans les PTBA), (ii) le système de collecte des données sur le terrain et les responsabilités de chacun (coordinateur, RSE, animateurs, prestataires, etc..) dans la collecte, et (iii) la périodicité des rapports de progrès (semestriel, annuel, ainsi que des rapports d'avancement pour les missions de supervision). En ce qui concerne le suivi interne, la plupart des données concernant les indicateurs de produits, sont simples et sont enregistrées par les animateurs.
70. Pour chaque formation, activité ou aménagement (citerne, retenue, seuil d'épandage, parcelle mise en repos, activité CES, ...), l'animateur doit remplir une fiche technique avec les informations de base et surtout le nombre de bénéficiaires directs (nombre d'hommes et de femmes). Ces éléments seront la source essentielle des indicateurs du 1^{er} niveau.
71. Pour les aménagements, il est également possible de collecter avec une fiche technique simple à remplir par les animateurs, des informations sur le nombre de bénéficiaires directs, le fonctionnement des CGEP, la disponibilité de l'eau, etc....

Etudes ponctuelles et enquêtes de référence

72. Le Programme réalisera également des **études ponctuelles d'impact** afin de corroborer les résultats de l'impact de la mobilisation de l'eau, de la gestion durable des terres sur les bénéficiaires (nombre de bénéficiaires, volume d'eau mobilisé, impact sur la qualité de vie des bénéficiaires). Un consultant vient d'être recruté à ce sujet, il a terminé le travail d'enquête et le rapport est en cours de rédaction. Ce travail devrait permettre d'estimer le volume d'eau mobilisé, le nombre de bénéficiaires directs et l'impact des citernes et retenues sur les bénéficiaires (indicateurs au niveau des résultats dans le cadre logique).
73. La mission conjointe a discuté les résultats de l'**enquête de référence** sur l'approvisionnement en eau et l'élevage réalisée en 2011, mais seulement partiellement analysée. Globalement, les données collectées ont été jugées de faible qualité du fait d'un fort taux de non-réponse sur certaines questions, en particulier sur les aspects de l'élevage et des parcours. Il a donc été recommandé d'inclure ces aspects dans l'enquête de référence qui va être réalisée pour le PRODERMO pour compléter les informations. Le Programme devra néanmoins analyser et valider les résultats de l'enquête et faire usage des informations recueillies pour établir la situation de référence.

Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI)

74. Le FIDA a mis en place le Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI⁴) qui lui permet de suivre les résultats et impacts de ses interventions. Le SYGRI est basé des indicateurs à trois niveaux : 1^{er} niveau (produits), 2^{ème} niveau (résultats) et 3^{ème} niveau (impacts). Certains indicateurs sont intégrés dans le cadre logique.
75. **Indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau.** Le Programme a fourni régulièrement le rapport pour les indicateurs de 1^{er} niveau (produits) au FIDA. Les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau sont présentés dans le tableau ci-dessous. En principe, les informations pour les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau sont collectés par les membres de l'UGP, en particulier les animateurs dans le cas du PROMES-GDT (voir : suivi interne) qui remplissent des fiches techniques pour chaque intervention.

Indicateurs SYGRI du 1er niveau	Unité
Nombre de bénéficiaires des ouvrages et aménagements	Homme
Nombre de bénéficiaires des ouvrages et aménagements	Femme
Systèmes de récupération d'eau pluviale (citernes) installés/remis en état	Nombre
Points d'eau pour le bétail (retenues) aménagés/remis en état	Nombre
Ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place	Nombre
Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	femme
Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha
Groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	Nombre
Groupes de gestion des ressources naturelles comptant des femmes dans leurs instances	Nombre
Membres des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	Homme
Membres des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	femme
Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme
Personnes formées en gestion des ressources naturelles	femme
Plans de gestion de l'environnement élaborés	Nombre
Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	
Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme
Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	femme

76. **Indicateurs SYGRI de 2^{ème} niveau.** La mission conjointe a validé les indicateurs de 2^{ème} niveau (résultats) qui devront être ajoutés à partir de l'année prochaine et a expliqué la méthodologie à suivre pour calculer les notes d'efficacité et de durabilité sur ces indicateurs. Le système de suivi-évaluation fournira les informations de base pour le calcul des indicateurs du 2^{ème} niveau. La liste des indicateurs SYGRI de 2^{ème} niveau est présentée dans l'Appendice 5B, ainsi que dans le tableau ci-dessous. La méthode de calcul des notes d'efficacité et de durabilité est présentée dans l'Appendice 5C.
77. **Indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau.** Les indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau permettent de suivre l'impact du Programme au niveau de l'objectif global (malnutrition, indice d'accumulation des biens, indice de pauvreté, etc.). La collecte est basée sur l'enquête de référence. De plus, des sources secondaires, telles que les enquêtes du PAM, de l'UNICEF et de l'OMS sont utilisées.

⁴ SYGRI en anglais.

Indicateurs SYGRI de niveau 2	Note de 1 à 6
Efficacité de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	
Durabilité probable de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	
Efficacité de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	
Durabilité probable de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	
Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	
Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	
Durabilité probable des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	
Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	
Efficacité: promotion de politiques et d'institutions en faveur des pauvres	

Indicateurs du FEM

78. En 2010, une liste d'indicateurs du FEM a été établie et intégré dans le cadre logique de base du PROMES-GDT.

Recommandations Suivi & évaluation	Responsabilité	Date convenue
<i>Elaborer une matrice pour le suivi interne définissant le système de collectes des données sur le terrain et les responsabilités de chacun (UGP, RSE, animateurs, prestataires, etc.) et la périodicité des rapports (utiliser comme base de la liste : (i) le PTBA 2012, (ii) l'appendice 5 (SYGRI) et l'appendice 6 (cadre logique), et (iii) les rapports de M. Cissé Amadou (en annexe du rapport de supervision de 2010).</i>	SE/UGP	Juin 2012
<i>Définir le rôle des animateurs dans le suivi interne des interventions, basé sur le remplissage des fiches techniques de collecte pour établir une situation de référence de chaque ouvrage ou aménagement, chaque comité, chaque intervention CES</i>	SE/UGP	Juin 2012
<i>Compiler les informations dans une banque de données, valider la banque de données déjà pour les années 2010 et 2011, l'actualiser régulièrement et l'utiliser comme seule banque de données de référence (ceci doit permettre d'éviter des incohérences dans les présentations et rapports de l'UGP). Faire une distinction nette entre une activité réalisée, en cours et planifiée.</i>	SE/UGP	Juin 2012
<i>Dans la mesure du possible, harmoniser les indicateurs de suivi interne (niveau « produit ») avec ceux du PRODERMO ;</i>	SE/UGP	Juin 2012
<i>Réaliser annuellement une étude ponctuelle d'impact des ouvrages et des interventions afin de corroborer les résultats de l'impact sur les bénéficiaires (nombre de bénéficiaires, volume d'eau mobilisé, impact sur la qualité de vie des bénéficiaires, etc.).</i>	SE/UGP	En cours pour l'année 2012.
<i>Recruter un consultant national pour appuyer le Programme dans l'analyse de l'enquête de référence du PROMES-GDT. Exploiter les complémentarités avec les enquêtes de référence du PRODERMO qui seront organisées bientôt.</i>	SE/UGP	Septembre 2012

C. Dimension genre

79. Sur le plan économique, les femmes sont les principaux bénéficiaires des réalisations du PROMES-GDT. Elles tirent un avantage certain de la réhabilitation et la construction des citernes compte tenu du gain en sécurité d'eau et en temps. Pour les citernes, environ 80% des bénéficiaires sont des femmes. Pour les retenues et les seuils d'épandage, ce pourcentage est estimé à 50%. La problématique « eau potable » est très pertinente pour l'amélioration des conditions de vie des femmes à Djibouti.
80. Par contre, les activités de construction des ouvrages (maçonnerie, ferrailleur, travaux de fouilles, etc.) ne facilitent pas toujours l'accès des femmes aux travaux du programme. Les

opportunités « vivres contre travail » sont mieux appréciées par les femmes que par les hommes, mais ces derniers en sont les principaux bénéficiaires. Conscient de ce déséquilibre, l'UGP a mobilisé les groupes de femmes pour exécuter les activités de reboisement autour des points des retenues et citernes.

81. Par contre, il n'y a pas eu des analyses spécifiques de la position de la femme dans la zone d'intervention, ni de formation en genre pour les membres de l'UGP. Un quota de 30% de la **représentation des femmes** dans les CPL et les CGEP est prévu et respecté, mais les femmes n'occupent généralement pas des postes de responsabilité. Sur les 25 CGEP créés ou renforcés, un seul comité est présidé par une femme (Haguilaf, parcours Dorra-Otoy). Par contre, il n'y a pas de quota pour l'accès aux autres activités du Programme.
82. La dimension genre est **modérément satisfaisante**.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Dimension genre du PROMES-GDT		
<i>Organiser une formation en genre pour l'équipe de l'UGP (en étroite collaboration avec le PRODERMO)</i>	UGP	Septembre 2012
<i>Recruter au moins une animatrice</i>	UGP	Septembre 2012
<i>Assurer la collecte des indicateurs (par genre) dans le système de suivi-interne</i>	UGP	Septembre 2012

D. Efficience du ciblage

Description du groupe cible

83. Dans les zones du PROMES-GDT la pauvreté extrême et l'insécurité alimentaire touchent une grande partie de la population d'éleveurs. En 2002, le taux de pauvreté extrême était estimé de 42%. L'enquête sur la gouvernance révèle que le niveau de pauvreté est de 51% en 2010. La plupart des ménages ciblés dans la zone d'intervention ont un déficit en eau et aliments. L'état des parcours autour des points d'eau est complètement dénudé et ne permet pas aux familles d'exploiter durablement des écosystèmes marqués par une forte aridité et une relative rareté des ressources fourragères. Dans les conditions actuelles, ceux-ci ne permettent plus le fonctionnement du système traditionnel fondé sur la pratique de la transhumance, leur permettant d'exploiter les pâturages des différents écosystèmes du pays en fonction des saisons. En effet, malgré sa grande flexibilité, qui lui permet de résister à des situations de sécheresse, ce système semble aujourd'hui menacé par la dégradation progressive des ressources naturelles. La mortalité des animaux est élevée à cause de la sécheresse et la taille des cheptels a diminué au cours des années. Les zones d'intervention sont classées vulnérables à l'insécurité alimentaire et sont touchées par une sécheresse sévère depuis 2007.

Stratégie de ciblage

84. Le PROMES-GDT a adopté une stratégie de ciblage géographique pour les activités des sous-composantes 1.1, 1.2, 1.3 et 1.4, qui est essentiellement basée sur le financement des interventions de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres le long des couloirs de transhumance. Durant la période 2010-2011, le Programme s'est surtout concentré sur la réhabilitation des citernes et retenues. Il a ainsi orienté ses interventions vers des zones ayant bénéficiées déjà des appuis dans le passé (notamment Day, Randa et Makarassou). De plus, l'allocation géographique des appuis a été influencée par la capacité d'absorption des appuis par les populations. Ainsi certaines zones éloignées et enclavées ont bénéficié relativement moins des interventions durant la première phase (dont Dakka, Madgoul, Maragoita, Dorra, Otoy,...). Jusqu'aujourd'hui, le Programme n'utilise pas encore l'outil SIG pour la planification spatiale des interventions. L'UGP a fait certains efforts pour équilibrer le ciblage géographique en faveur des zones négligées.
85. Au niveau local, les méthodes adoptées par les CPL pour le ciblage des activités sont basées sur : (i) une équité entre les divers campements et les ménages d'un campement donné; (ii) distribution large des opportunités de travail rémunéré et vivres contre travail entre les ménages d'un campement. L'adoption de l'outil « vivres contre travail » assure un certain auto-ciblage des appuis.

86. Selon le RPE, le Programme devrait toucher directement environ 6000 ménages. Le Tableau ci-dessous résume le nombre de bénéficiaires directs sera probablement atteints par le Programme (mais le faible système de suivi ne fournit pas les informations nécessaires). Sur la base d'une analyse conservatrice, le Programme aura au moins 7235 ménages, qui représentent 40 000 personnes. Les travaux de CES sont généralement organisés dans les mêmes zones d'intervention que les infrastructures de mobilisation de l'eau. Afin d'éviter un certain double comptage, ces bénéficiaires directs des activités CES et de VCT n'ont pas été pris en compte.
87. L'efficacité du ciblage est **satisfaisante**. Dans la zone ciblée, la pauvreté et vulnérabilité sont généralisée dans le contexte actuel de sécheresse.

Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires directs du PROMES-GDT

Type infrastructure ou aménagement	Bénéficiaires directs (ménages) par aménagement / activité/ site	Objectif (ménages bénéficiaires)
Citernes réhabilitées	30 à 40	735
Citernes nouvelles	30 à 40	1750
Citernes familiales	20	200
Retenues réhabilitées	100	1400
Retenues construites	100	1100
Seuils en gabion	150	1750
Petit barrage	150	300
Total des aménagements		7235
Vivres contre travail		4000
Forêt du Day	600	

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Efficience du ciblage		
<i>Utiliser des critères de pauvreté/enclavement et d'équité pour l'allocation des appuis par CPL (par exemple dans le PTBA). Chiffrer le nombre de bénéficiaires par CPL.</i>	SE/UGP	Juin 2012
<i>Pour un meilleur ciblage des niches de pauvreté enclavées et une distribution plus équilibrée des ressources du Programme entre les zones cibles, l'UGP avec l'assistance des CPL devrait procéder à une tournée d'identification des besoins des ménages pauvres dispersés dans des campements éloignés des centres de décision (As-Eyla, Randa, Dorra). Les résultats devraient figurer dans les SAHP actualisés et servir à l'élaboration des PTBA 2013 et 2014</i>	UGP, CPL	Septembre 2012
<i>Adopter le SIG pour la planification spatiale des interventions.</i>	SE/UGP	Septembre 2012

E. Gestion des savoirs et communication

88. La mission conjointe était impressionné par les activités de communication de l'UGP lors de la revue à mi-parcours à travers la participation d'une équipe de la radio et télévision aux visites de terrain. Ceci a donné une grande visibilité aux travaux du PROMES-GDT et une information/mobilisation des populations rurales, même dans les zones les plus enclavés du pays.
89. Le PROMES-GDT a développé un nombre d'innovations dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface, à savoir : (a) une approche concertée avec les populations pour un aménagement hydraulique et sylvo-pastoral intégré, basé sur le SAHP, le CPL et le CGEP ; (b) l'initiation de techniques de contrôle des crues pour la recharge de nappes alluviales ou l'inondation de plaines fourragères ou forestières au moyen de la construction de barrage en gabion de faible hauteur. Le suivi de l'exécution du SAHP constitue un outil fondamental pour capitaliser les connaissances générées par le Programme. L'approche et les outils sont déjà en cours de réplification sans analyse des résultats et capitalisation du savoir. Cependant, la qualité actuelle des SAHP est insuffisante, les rapports techniques de réalisation et d'impact des ouvrages sont de qualité variable, satisfaisante pour le suivi des citernes réhabilitées et insatisfaisante pour la réhabilitation des retenues.

90. Le Ministère de l'agriculture a demandé au PROMES-GDT de continuer à jouer son rôle d'innovateur dans le domaine de la mobilisation de l'eau de surface et de la gestion durable des terres. Ses concepts et outils devraient être répliqués par les autres projets.
91. La mission conjointe recommande à l'UGP de documenter de façon plus systématique les acquis, en particulier le SAHP, le CPL, le CGEP, ainsi que certaines solutions techniques tels que le seuil d'épandage.

F. Partenariats

92. Le PROMES-GDT a été conçu et est mis en œuvre par six partenaires (Gouvernement, FIDA, FEM, FFEM, PAM, PNUD). La complémentarité FIDA-PAM à travers le programme « vivre pour travailler » est un succès indiscutable, qui permet d'appuyer directement les populations vulnérables et de créer des emplois dans le contexte de sécheresse à Djibouti. Le partenariat a permis de développer un savoir-faire dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface, qui est partagé avec les partenaires impliqués. Il a également intéressé d'autres bailleurs de fonds, dont la Banque islamique de développement (BID) et la Banque africaine de développement (BAD), qui ont prévu de s'inscrire dans une même logique. Le PROMES-GDT peut également apporter une contribution significative à la compréhension des contextes socio-fonciers, venant ainsi progressivement nourrir une réflexion sur un code pastoral.
93. L'UGP met en œuvre aussi bien le PROMES-GDT et le PRODERMO, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle importantes au niveau de la coordination, en plus de permettre une meilleure intégration de ces deux projets similaires. De plus, le PRODERMO est déjà une mise à l'échelle de l'approche pilotée par le PROMES-GDT.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Gestion des savoirs et partenariats		
<i>Documenter de façon systématique les innovations du Programme et renforcer les échanges avec les autres projets et partenaires de développement (Banque mondiale, BAD, BID, UE, Facilité de l'eau)</i>	<i>UGP</i>	<i>Permanent</i>

VI. ASPECTS FIDUCIAIRES

A. Gestion financière

94. La mission de revue à mi-parcours est **satisfaite** des progrès enregistrés dans le domaine de la gestion financière du PROMES-GDT. La gestion administrative et financière est satisfaisante au niveau de: (a) la mise à jour des comptes, le classement des documents comptables (tels que factures, copie de contrat, garantie bancaire, bons de commande, bons de livraison de bien, certification de l'achèvement des travaux, rapport final de supervision), et (b) la présentation des états financiers des dépenses par bailleur et par catégorie de dépenses sur la base du taux de change paritaire 1 US\$=176,832 FDJ; et (c) de la présentation des rapports financiers trimestriels non audités.
95. En particulier, ces progrès se manifestent grâce à l'utilisation du système comptable (Ciel Compta) qui a été finalement installé et paramétré y compris les informations financières du rapport d'audit 2010. La comptabilité de l'UGP est maintenant tenue sur le système Ciel Compta et Excel est seulement utilisé pour finaliser les rapports de suivi financier trimestriels et les états financiers requis pour l'audit annuel du fait que le système comptable ne produit pas ce rapport.
96. La ségrégation des fonctions de contrôle dans l'UGP s'est améliorée. Le coordinateur signe le bon de commande, le Responsable administratif et financier (RAF) reçoit l'instruction de payer, le Responsable de la passation des marchés (RPM) fait la validation du paiement avant l'instruction de payer sur presque tous les contrats.
97. Le manuel de procédures administratives et financières qui a clarifié les rôles respectifs du coordinateur, RAF et RPM pour exercer la fonction de contrôle interne est appliqué depuis le

12 janvier 2012. Le personnel est maintenant beaucoup plus familier avec les règles et règlements financiers ainsi que les procédures de passation des marchés du Gouvernement et du FIDA.

B. Décaissements

98. Le Tableau 3 présente un résumé des décaissements par bailleur. Le taux de décaissement du Programme est de 37,5% au 30/04/2012. Les tableaux de coûts (COSTAB) ont été mis à jour pour la période 2012-2014 (voir : Annexes 2 et 3). La contribution initiale du Gouvernement a probablement été surestimée (et le personnel prévu n'a pas été mis à disposition), ce qui résulte dans un taux de décaissements de seulement 18,28%.
99. En ce qui concerne le financement du FIDA, le montant total des deux dons DSF 8016-DJ et DSF 8016A DJ décaissé au 30 avril 2012 est de 1 694 554,77 DTS pour une allocation initiale total de 3 950 000 DTS, soit un taux de décaissement de 44,85% et un solde résiduel de 2 689 179,33 DTS. Considérant que la date d'achèvement du Programme est en décembre 2014, le taux de décaissement réel de 39,44% est **relativement satisfaisant**. Les décaissements sur le don DSF 8016A-DJ commenceront après décaissement total du don DSF 8016-DJ. Le FIDA a approuvé le 2 septembre 2011 la réallocation par catégorie de dépenses des fonds du don 8016-DJ pour optimiser les investissements au profit des bénéficiaires.
100. Le solde du compte spécial en FDJ et USD détenu à la Banque pour le Commerce et l'Industrie à la date du 30 Avril 2012 est respectivement de FDJ 1 206 509 et USD 242 606,37. Le processus de recouvrement des dons DSF 8016 et DSF 8016A va commencer quand le don supplémentaire sera proche de la date d'achèvement.

Tableau 3 : Résumé des coûts par source de financement du PROMES-GDT au 30/04/2012

Bailleur	Allocation initiale (000 USD)	Décaissements et engagements (000 USD)	Décaissements et engagements (%)	Montant restant (000 USD)
FIDA	6.074,70	-2.724,23	-44,85%	3.350,47
Gouvernement	2.626,20	-480,00	-18,28%	2.146,20
Communauté	172,20	-26,67	-15,49%	145,53
FFEM	1.185,80	-856,21	-72,20%	329,59
PNUD	67,70	-45,33	-66,96%	22,37
FEM	1.056,80	-163,74	-15,49%	893,06
PAM	1.120,50	-320,00	-28,56%	800,50
TOTAL	12.303,90	-4.616,17	-37,52%	7.687,73

Tableau 4: Décaissements des dons du FIDA (en DTS)

Catégorie	Ancienne Allocation (DTS)	Décaissement (DTS)	Décaissement (%)	Engagements (DTS)	Montant restant (DTS)
1 Travaux d'aménagement	1.700.000	550.329,60	32,37%	169.348,22	980.322,18
2A Equipement et moyens de transport, Equipement Agricoles et Véhicules	827.000	534.402,15	64,62%	0,00	292.597,85
3 Etudes et maîtrise d'oeuvre	433.000	161.885,93	37,39%	34.457,53	236.656,54
5 Salaries et Indemnités	444.000	184.457,23	41,54%	0,00	259.542,77
6A Entretien des équipements, autres frais	120.000	51.530,24	42,94%	9.453,70	59.016,06
6B Fonctionnement des véhicules	190.000	75.413,52	39,69%	0,00	114.586,48
7 Non alloué	236.000				236.000,00
Total	3.950.000	1.558.018,67	39,44%	213.259,45	2.178.721,89

1 DTS = 1,4 USD

101. L'UGP a présenté à ce jour 13 DRF au FIDA qui ont été actuellement décaissées. DRF 14 est en cours de traitement. La mission a examiné les états certifiés de dépenses reportés dans la DRF 12 pour les catégories 1, 3 et 6B et la DRF 13 pour les catégories 1 et 6. La mission

constate que les pièces justificatives des dépenses sont complètes (vouchers, transactions bancaires, copie de contrat, fiche de paie complète) et conclut que la **tenue des états certifiés de dépenses est satisfaisante**.

102. La mission a noté que l'UGP ne souffre plus de ruptures de fonds fréquente depuis que le RAF soumet des demandes de réapprovisionnement des fonds tous les 2 mois ou maximum 3 mois.

C. Passation des marchés

103. La mission conjointe a noté avec satisfaction que l'organisation des dossiers d'achats et des documents pour les procédures de passation de marchés s'est relativement bien améliorée. La ségrégation des fonctions de contrôle entre le coordinateur, le responsable passation des marchés, le RAF est presque consolidée. La mission a noté que la mise à jour du registre de contrats est régulière et à commencer en février 2012 le RPM rédige un rapport d'activités mensuel. Toutefois le système reste faible sur les aspects listés ci-dessous et pour certains contrats, le mode de passation de marché n'est pas tout à fait conforme aux procédures du Gouvernement et du FIDA.
104. Le PTBA et le plan de passation des marchés ne sont pas intégrés avec Ciel Compta. Pour cette raison, il est important de donner au RAF une liste des contrats prévisionnelle à faire valider par le coordinateur chaque mois, qui est adjonctive à la mise à jour du plan de passation de marche.
105. Le RAF a la responsabilité de vérifier que les termes et conditions des contrats sont respectées avant de procéder au paiement. Par exemple, un contrat a été payé après la date d'achèvement selon un rapport final fourni par le consultant en référence à services fait après la date d'achèvement du contrat.
106. La procédure FIDA pour la pré-qualification n'est pas respectée pour les contrats. Les TDR doivent être pertinents, le dossier de passation de marchés doit inclure toute la documentation relative à chaque contrat. En particulier il s'agit des pièces relatives à la lettre d'invitation et les tableaux d'analyse. Par exemple pour un contrat, le critère de qualification professionnel n'est pas respecté et il manque les lettres d'invitation et les tableaux d'analyse de candidats
107. Le formulaire de validation doit être élargi à tous les contrats et le RPM doit le valider après la réception du rapport d'évaluation. Le RAF doit recevoir ce formulaire validé avant de procéder au paiement. Il reste un certain nombre de contrats à enregistrer pour la mise à jour du registre de contrats.
108. Selon les procédures du FIDA, le Coordinateur devrait demander la non-objection au FIDA pour tous les contrats supérieurs à 20 000 USD bien avant le lancement du marché parce que la non objection rétroactive n'est pas acceptable et le FIDA est en droit de déclarer le remboursement de cette dépense non éligible.

D. Financement de la contrepartie

109. L'Accord de don du PROMES-GDT stipule que la contribution de la contrepartie de l'Etat est de 10 000 USD par an. Ce montant permet de compenser l'exonération des taxes et droits de douanes des biens et services payés par le programme. Au niveau de l'examen des états certifiés de dépenses, la mission a noté que le total des taxes à rembourser par l'Etat est équivalent à 25 000 USD. Ce montant a été préfinancé sur le don et l'UGP doit en assurer le remboursement par le Ministère des finances. Par ailleurs, la contribution du Gouvernement en termes de salaires, locaux, eau et électricité ainsi que le paiement partiel de la contrepartie de 10000 USD par an a abouti à un montant de 0,48 million USD soit 18.28% de la contribution totale du Gouvernement estimée à la pré-évaluation.

E. Dispositions de l'Accord de don

110. La mission note que les dispositions suivantes sont exécutées partiellement : (i) les procédures de passation des marchés sont partiellement respectées; (ii) le rapport d'audit n'est pas soumis au 30 juin de chaque année. Les détails du respect des dispositions de l'accord de financement sont présentés en Appendice 4.

F. Audit

111. Le Coordinateur, le RAF et le RPM sont responsables de la mise en place des recommandations de l'audit, d'améliorer les dysfonctionnements relevés par les auditeurs, de l'exécution du manuel de procédures de gestion financière et comptable, de la tenue régulière des comptes, et de l'application systématique des procédures d'achat. Le paramétrage du logiciel Ciel Compta pour ce qui concerne l'immobilisation permettra d'avoir dans le rapport d'audit un inventaire des biens du programme. L'appel d'offre pour le nouvel auditeur a été lancé et la date de dépôt des offres est le 26 mai 2012. Le nouvel auditeur doit commencer l'audit le 2 juin 2012 pour deux semaines. La mission suggère de stipuler dans le contrat à signer avec l'auditeur que l'original du rapport d'audit doit impérativement arriver au FIDA avant le 30 juin 2012.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
<i>Améliorer l'harmonisation avec le personnel PRODERMO selon une matrice des rôles et responsabilités transparentes. Le Coordinateur établira une note de service à être validé par le FIDA</i>	<i>Coordinateur</i>	<i>Fin juin 2012</i>
<i>Faire le paramétrage de l'immobilisation déjà installé sur (Ciel Compta) et démarrer au plus tôt son utilisation</i>	<i>RAF</i>	<i>Fin juin 2012</i>
<i>Soumettre le formulaire C11 avec chaque DRF pour laquelle des paiements sont effectués au titre du contrat.</i>	<i>RAF</i>	<i>Immédiatement et en continue</i>
<i>Obtenir mensuellement une liste de contrats prévue pour les deux mois à venir</i>	<i>RAF</i>	<i>Fin mai 2012</i>
<i>Centraliser la gestion de la documentation relative à chaque contrat (de la préparation des dossiers d'appel d'offres à la signature du contrat) chez le RPM. En particulier inclure les pièces relatives à la lettre d'invitation et le tableau d'analyses de candidats</i>	<i>RPM</i>	<i>Immédiatement et en continue</i>
<i>Mise à jour du registre de contrat chaque mois avec la numération correcte des contrats.</i>	<i>RPM</i>	<i>Immédiatement et en continue</i>
<i>Elargir le formulaire de validation à tous les contrats et le RPM doit le valider après de la réception de rapport d'évaluation.</i>	<i>RPM</i>	<i>Immédiatement et en continue</i>
<i>Insérer dans le contrat à signer avec l'auditeur que l'original du rapport d'audit doit impérativement arriver au FIDA avant le 30 juin 2012.</i>	<i>RPM</i>	<i>Fin mai 2012</i>
<i>Le Ministère des Finances doit rembourser les taxes d'un montant de 25 000 USD (contrepartie du Gouvernement)). Ce montant a été préfinancé sur le don.</i>	<i>Ministère des Finances</i>	<i>Fin décembre 2012</i>

VII. DURABILITE ET RISQUES

112. **Durabilité institutionnelle.** Pour ce qui concerne la durabilité institutionnelle elle dépend du degré d'engagement des CPL et des CGEP, ainsi que des Directions techniques du MAPE-RH notamment la Direction de l'eau et des Direction régionales concernées du DAF. Depuis la mission de supervision de septembre 2011, le Programme a élaboré des conventions de collaboration plus ou moins effectives avec l'ensemble des Directions techniques du MAPE-RH.
113. **Durabilité sociale.** La durabilité sociale des réalisations du Programme devrait être assurée grâce au processus d'implication des communautés (CPL, CGEP) et d'appropriation des ouvrages, des aménagements, ainsi que des activités de conservation des sols que le Programme a mis en place depuis son lancement. La durabilité sociale observée auprès des communautés est acceptable pour les infrastructures de mobilisation de l'eau, mais faible pour les CES. Il est important de répertorier et évaluer de tels résultats afin de prioriser la construction/réhabilitation de citernes et de mieux appuyer l'organisation sociale autour de la gestion de l'eau et des terres.
114. **Durabilité économique.** A Djibouti, les utilisateurs ne paient pas pour l'eau. En conséquence les CGEP ne disposent pas des moyens financiers pour l'entretien des aménagements et infrastructures. Il est indispensable de sensibiliser les CGEP pour la gestion des aménagements de mobilisation des eaux de surface et d'assurer une bonne appropriation.

115. **Viabilité technique.** Le Programme a développé un savoir-faire technique dans le domaine des aménagements et infrastructures, ce qui a permis d'améliorer les concepts et d'assurer ainsi une viabilité technique acceptable. Certains ouvrages dans le pays sont toujours opérationnels après 20 à 30 ans. Pour les activités de conservation des eaux et sols, la viabilité technique n'a pas encore été démontrée à Djibouti. Un suivi de proximité de la viabilité technique et de l'appropriation par les populations est souhaitable.
116. **Impact environnemental.** Le Programme a adopté des mesures d'atténuation de l'impact environnemental, notamment à travers les travaux CES et de mise en repos. Néanmoins, à la proposition du PNUD/FEM, une assistance technique sera mobilisée pour réorienter ou valider les techniques adoptées sous un point de vue de changements climatiques.
117. **Stratégie de sortie.** La stratégie de sortie sera basée sur : (a) la pertinence des infrastructures et aménagements (citernes, retenues, seuils) dans la stratégie de survie des populations ; (b) les capacités institutionnels des CLP et des CGEP ; et (c) le renforcement des capacités du DAF, du DESV, du DE et du DGT. La stratégie de sortie est insuffisamment élaborée.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
<i>Clarifier les responsabilités des principaux acteurs concernés par la forêt du Day et les objectifs de protection durable de l'environnement, reste à développer. Le recrutement d'un consultant juriste au fait des questions de protection de l'environnement pourrait aider à identifier des pistes de réflexion</i>	UGP, CPL	Fin 2012
<i>Travailler sur le statut des CGEP et d'un cahier de charge de dévolution des responsabilités d'exploitation et d'entretien dans le cadre de la réglementation nationale sur le Code de l'eau en collaboration avec la DE</i>	UGP, DE	Fin 2012
<i>Renforcer les actions de formation et d'organisation des Comités de gestion des points d'eau et pastoraux</i>	UGP, DE	Fin 2012
<i>Renforcement des compétences techniques en activant les stages de formation sur des thématiques ciblées du personnel concernés du Ministère de l'agriculture.</i>	UGP	Fin 2012

VIII. IMPACT

A. Objectif spécifique 1

118. Globalement, la sous-composante « mobilisation des eaux de surface » est la plus performante en termes de contribution à la réalisation de l'impact (objectif spécifique 1).
119. **Mobilisation des eaux de surface.** Des résultats tangibles avec un impact certain ont été constatés dans l'augmentation des capacités de mobilisation des ressources en eau de surface. Les objectifs du PROMES-GDT d'assurer une capacité de mobilisation des eaux de surface de 200 000 m³ seront probablement atteints déjà vers fin 2012 et dépassés à la fin de 2014. Vers la fin du Programme, une capacité de mobilisation d'eau d'environ 8100 m³ à usage domestique sera réalisée dans les 87 citernes prévues, ainsi que d'environ 470 000 m³ avec les retenues pour le bétail, les seuils d'épandage et les petits barrages. Vers la fin de 2014, le Programme aurait atteint 7235 ménages à travers ses activités de mobilisation d'eau, soit environ 45 000 personnes, au lieu des 36 000 ménages prévus dans le RPE. Vers la fin de 2012, le Programme aurait atteint environ 3785 ménages, soit environ 50% de l'objectif révisé.
120. L'efficacité des infrastructures de mobilisation des eaux de surface dépendra de la pluviométrie et de la gestion. Le système de suivi des ouvrages et aménagements n'est pas encore en place. L'effet du changement climatique à Djibouti n'a pas encore été pris en compte dans les objectifs et indicateurs. Néanmoins, le PROMES-GDT opte déjà pour des retenues d'une plus grande capacité, à savoir 15 000 à 20 000 m³ au lieu de 8 000 à 10 000 m³.
121. En ce qui concerne les citernes à usage domestique, les 41 citernes (21 réhabilitées et 20 nouvelles en construction en 2012) assureront une capacité additionnelle de 4100 m³ environ vers la fin de 2012, ce qui est suffisant pour 1435 ménages pendant une période de 2 mois. Le volume d'eau dans les 21 citernes réhabilitées aurait augmenté de 17-30% par rapport à la situation de référence (avant réhabilitation). La mission conjointe a discuté avec les femmes rurales pour comprendre l'impact des citernes sur la vie quotidienne des ménages. Selon les

femmes, la durée de collecte de l'eau pourrait diminuer de 4 à 6 heures par jour dans le contexte actuel à moins de 2 heures. De plus, l'eau disponible d'une citerne type de 100 m³ est suffisante pour satisfaire les besoins de 30 à 40 ménages pendant 2 mois, si un système strict de gestion est adopté. Une analyse plus détaillée est en cours.

122. L'impact du Programme sur le bétail (nombre de chèvres, moutons, chameaux, impact sur la productivité et la mortalité du bétail, etc...) n'a pas encore été chiffré par manque de statistiques de base et enquêtes de référence. Environ 2000 ménages et leur bétail profiteront des 19 retenues réhabilitées et construites vers la fin de 2012. Environ 200 000 m³ d'eau de surface seront mobilisés (en fonction des pluies) ainsi chaque année.
123. A Djibouti, l'eau est pas vendue en milieu rural et n'a donc pas un prix de marché. De plus, en absence des enquêtes de référence fiables, il n'est pas possible de chiffrer le taux de rentabilité économique interne (TREI) des interventions. Dans le contexte actuel, l'impact n'est pas seulement économique mais également social (sécurité alimentaire, survie, nutrition, ..).

Tableau 5 : Capacité de stockage des eaux de surface et nombre de bénéficiaires directs atteints

Type d'infrastructure ou aménagement	Nombre d'aménagements		Capacité de stockage de l'eau (m ³)		Nombre de ménages qui seront atteints vers la fin de 2012	
	Objectifs Revue à mi-parcours	Réalisé ou en cours	Objectifs Revue à mi-parcours	Réalisée ou en cours	Total	Femmes
Citernes réhabilitées	21	21	2 100	2100	735	420
Citernes nouvelles	50	20	5 000	2000	700	400
Citernes familiales	10	0	1 000	200	0	0
Retenues réhabilitées	14	14	140 000	140 000	1400	700
Retenues construites	11	5	135 000	60 000	500	250
Seuils en gabion	11	3	165 000	45 000	450	225
Barrages	2	0	30 000	0	0	0
Total						
Nombre de bénéficiaires					3785	1995
Capacité à usage domestique			8700 m ³	4100 m ³		
Capacité à usage pour bétail			470 000 m ³	245 000 m ³		

124. **Gestion durable des terres (sous-composante 1.2).** L'impact des activités de gestion durable des terres et de conservation des eaux et sols (CES) à ce jour (mai 2012) est limité à cause : (a) du démarrage tardif des activités de mise en repos et de CES ; (b) de la sécheresse continue ; (c) du faible niveau de réalisation des objectifs en termes d'hectares. A mi-parcours, même pas 10% des objectifs n'ont été atteints et l'impact de ces réalisations n'a pas encore été mesuré. Les indicateurs de l'objectif spécifique sont (i) une augmentation de l'offre fourragère de 1 million d'UF ; (ii) une augmentation de la productivité des pâturages de 0,05UBT/ha à 0,1UBT/ha. La situation de référence n'est pas encore disponible.
125. **Sécurité alimentaire.** Le PAM a fourni 344,67 tonnes de vivres pour 2134 participants au programme vivres contre travail pour la construction des pistes (14 km), les travaux de CES et la construction des ouvrages hydroagricoles.

Tableau 6: Contribution du PAM (2010-2011)

Année	Bénéficiaires	Tons	Zone	Valeur (USD)
2010	470	56,67	Arta	56 686,77
2011	1664	287,90	Tadjourah, Arta, Dikhil	291 061,85
2012				
Total	2134	344,67		347 748,62

126. **Amélioration de production animale (sous-composante 1.3).** Etant donné le démarrage tardif, aucune contribution à l'impact n'a été réalisée jusqu'à aujourd'hui. La convention avec la DESV vient d'être signée. La mission propose d'éviter un saupoudrage des efforts et de cibler les interventions durant la période 2012-2014 sur la santé animale afin d'avoir un impact maximal à la base.

127. **Forêt du Day (sous-composante 1.4).** L'impact des interventions dans la forêt du Day n'a pas encore été chiffré, mais sera également limité étant donné un taux de réalisation d'environ 10% seulement. L'efficacité-coût de l'intervention est probablement limitée.

B. Objectif spécifique 2

128. **En ce qui concerne le renforcement des capacités communautaires,** les outils tels que le SAHP, le CPL et le CGEP auront un impact indirect sur la qualité de vie des populations, notamment à travers une meilleure allocation des investissements, appropriation et durabilité des appuis externes. De plus, ces outils participatifs sont innovants dans le contexte djiboutien et d'une réplification du concept par les autres bailleurs de fonds est déjà en cours. Des indicateurs spécifiques n'ont pas encore été développés pour mesurer d'efficacité et la durabilité de ces outils.
129. **En ce qui concerne le renforcement des capacités administratives,** il n'y a aucun indicateur pratique au niveau de l'objectif spécifique. L'impact se situera au niveau de : (i) la capacité de l'UGP à mettre en œuvre des programmes ; (ii) la capacité technique (hydrologie, génie rural, pastoralisme, suivi-évaluation, sylviculture et gestion des pépinières) des directions techniques ; (iii) la mise en place d'une capacité SIG ; et (iv) les documents et notes de stratégie qui pourraient résulter de la gestion des savoirs et de la mobilisation de l'assistance technique.

C. Objectif global

130. **Impact sur les biens physiques et financiers.** Les activités de mobilisation de l'eau et de conservation des eaux et sols auront un impact certain sur le niveau de vie des populations nomades et sédentaires à travers l'impact sur une réduction de la mortalité du bétail et une augmentation de sa productivité. L'impact n'a pas encore été quantifié.
131. **L'impact sur la sécurité alimentaire et la malnutrition** n'a pas encore été quantifié par manque de statistiques et enquêtes de référence et de suivi.

IX. RECOMMANDATIONS GENERALES

A. Approche et axes stratégiques

132. L'objectif principal du PROMES-GDT reste pertinent et d'actualité en donnant la priorité à la problématique de l'eau de surface à Djibouti. La mission de revue confirme globalement l'approche, la structure de gestion et les activités du Programme, qui restent valables pour la période 2012-2014. Afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficacité, la mission conjointe propose : (a) d'accélérer le rythme d'exécution vue les besoins énormes de la population et l'état alarmant induit par la sécheresse prolongée et le changement climatique ; (b) d'investir dans une pérennisation des acquis à travers un renforcement des capacités nationales ; (c) d'augmenter l'appropriation des résultats/acquis divers du Programme par les communautés (y compris mais non seulement des infrastructures d'eau) ; et (d) une meilleure gestion de la gestion des savoirs grâce à l'établissement d'un solide système de suivi.

Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres (composante 1)

133. En ce qui concerne la sous-composante 1.1, la mission conjointe s'adhère à la proposition du Ministre de l'agriculture, de se concentrer durant la période 2012-2014 sur le *leadership* du PROMES-GDT dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface. Ce leadership sera basé sur : (i) le financement des ouvrages additionnels (citernes, retenues, seuils d'épandage, barrages) dont certains pilotes, (ii) le renforcement et l'affinement des capacités nationales de planification, de mise en œuvre et de contrôle des travaux de construction et d'aménagement des infrastructures ; (iii) le renforcement des outils de planification et de gestion participatif des interventions (SAHP, CPL, CGEP) ; et (iv) le renforcement des ressources humaines dans les domaines de l'hydrologie, l'hydraulique rurale et le génie civil.
134. Une gestion des savoirs efficace sera essentielle pour la mise à échelle du savoir-faire par les autres partenaires financiers. Les expériences et leçons tirées devraient contribuer à

l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation et de conservation des ressources en eau.

135. En ce qui concerne la **sous-composante 1.2**, il est essentiel de continuer le pilotage des activités de mise en repos et de conservation des eaux et sols. Le Programme financera ces activités à travers le VCT du PAM, avec un appui limité du FIDA pour l'achat des outils et certains investissements de base. Ensuite, il est crucial de suivre et d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'appropriation par les populations des technologies testées afin d'en tirer les leçons nécessaires pour les investissements futures. De plus, il est important d'intégrer l'impact potentiel du changement climatique sur la rentabilité de l'investissement.
136. En ce qui concerne l'amélioration de la production animale (**sous-composante 1.3**), la mission conjointe propose de limiter les interventions de la sous-composante aux interventions dans le domaine de la santé animale (formation des auxiliaires, équipements, médicaments vétérinaires), avec un impact direct sur le groupe cible du FIDA. De plus, la DESV aura un rôle dans la collecte des informations de base et l'élaboration de la situation de référence
137. En ce qui concerne la **sous-composante 1.4**, étant donné l'appui intensif qui a été donné à la forêt du Day, un désengagement (« phasing out ») des appuis est souhaitable après le décaissement des fonds FFEM et PNUD. Une collaboration future avec l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) (avec financement de l'UE) sera analysée pour la zone de la forêt. Durant la période 2012-2014, les fonds du FIDA ne seront pas utilisés pour la sous-composante 1.4.
138. En ce qui concerne les pépinières, les missions de supervision est indispensable suivront : (a) l'efficacité en nombre de plantes produites ; (b) l'efficacité-coût (coût par plante) des pépinières et autonomie financière ; (c) la mise en place et le fonctionnement des comités de gestion. La mission s'adhère aux propositions du Ministre de l'agriculture, à savoir de rechercher l'utilisation d'espèces pour le reboisement adaptés aux conditions de Djibouti et avoir recours à des petits pépiniéristes privés pour produire des plants qui seront achetés par le Programme.

Renforcement des capacités nationales (composante 2)

139. La composante sera essentiellement financée par les fonds FEM durant la période 2012-2014.
140. La **sous-composante 2.1** se concentrera sur : (a) le renforcement institutionnel des CPL ; (b) la mise à niveau des SAHP ; (c) la mise en place et le renforcement des CGEP au niveau de tous les interventions (aménagement, zones CES, ...). Les animateurs auront un rôle clé dans l'encadrement de proximité des CPL et CGEP.
141. **Sous-composante 2.2.** La mission s'adhère aux propositions du Ministre de l'agriculture, à savoir de renforcer les capacités nationales et de mobiliser une expertise internationale dans les domaines de l'hydrologie, génie civil et de la conduite des pépinières. Le Ministre de l'agriculture s'est engagé de recruter des cadres nationaux dans le domaine de l'hydrologie comme contribution du Gouvernement.
142. L'assistance technique sera concentrée durant la période 2012-20214 sur : (i) l'hydrologie, le génie civil et l'hydraulique rurale ; (ii) le suivi-évaluation ; (iii) le pastoralisme ; (iv) la conservation des eaux et sols ; (v) la mise à niveau des SAHP et la préparation de l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation des eaux de surface ; (vi) l'agroforesterie (pour apporter une assistance dans l'élaboration d'un plan d'aménagement participatif de la forêt du Day (en intégrant les éléments de restauration, de biodiversité, de protection, de changement climatique) ; (vii) sylviculture et la conduite des pépinières ; et (viii) le diagnostic et le renforcement des CPL et CGEP.

Gestion du programme (composante 3)

143. Les priorités de la composante 3 durant la période 2012-2014 seront : (a) le renforcement des capacités de gestion fiduciaire ; (b) le suivi interne des activités et l'organisation des enquêtes et études d'impact, et (c) la mise en oeuvre des activités de gestion des savoirs.
144. Le recrutement de 2 animateurs additionnels permettra : (a) une accélération de la mise en œuvre des activités de la composante 1 ; (b) un encadrement renforcé et de proximité des CLP et CGEP ; (c) une collecte systématique des informations au niveau de la base, ce qui doit

permettre d'avoir un suivi interne fonctionnel (collecte des indicateurs du niveau 1/produits) ; (d) la collecte des informations de base pour le calcul des indicateurs SYGRI du 2^{ème} niveau (efficacité et durabilité des interventions).

B. Révision des objectifs quantitatifs

145. Certains objectifs quantitatifs ont été révisés à la baisse ou à la hausse, suite aux contraintes budgétaires, aux résultats obtenus. Les ajustements proposés par la mission seront reflétés dans le cadre logique actualisé et dans le tableau du SYGRI. Les nouveaux objectifs sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils sont intégrés dans le budget (Costab).

Tableau 7 : Révision des objectifs quantitatifs du PROMES-GDT

intervention	Objectif 2010	Objectif Revue à mi-parcours	Objectif Révisé (ménages)
Sous-composante 1.1			
Citernes communautaires réhabilitées	16	21	735
Citernes communautaires nouvelles	61	50	1750
Citernes familiales	0	10	200
Total citernes	77	81	
Retenues réhabilités	13	14	1400
Retenues construites	11	11	1100
Total Retenues	24	25	
Seuils en gabion	0	11	1750
Petits barrages	0	2	300
Total des aménagements			7235
Sous-composante 1.2			
Ha parcours mis en repos	10000 ha	6000 ha	
Ha travaux CES	1000 ha	600 ha	
Km cordons pierreux	183 km	100 km	
Sous-composante 1.3			
Nombre de bénéficiaires des activités de santé animale	1000	1000	
Nombre d'auxiliaires formés	?	?	
Sous-composante 1.4			
Ha parcours mis en repos	500 ha	300 ha	
Ha travaux CES	500 ha	300 ha	
Km cordons pierreux	150 km	100 km	
Sous-composante 2			
Nombre de CLP	8	8	
Nombre de CGEP	?	100	
Nombre de SAHP	8	8	

C. Financement des composantes et catégories de dépenses

146. Le tableau 7 résume le coût des composantes pour la période à venir. Les tableaux détaillés sont présentés en annexes 2 et 3. En ce qui concerne le financement des composantes, il n'y aura pas de changements majeurs.
147. La mission a rappelé le Ministère des Finances de la nécessité de rembourser les taxes d'un montant de 25 000 USD (contrepartie du Gouvernement), qui ont été préfinancées par le don FIDA.

République de Djibouti
Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de Gestion Durable des Terres (PROMES-GDT)
Mission de revue à mi-parcours 14-26 mai 2012 : Rapport principal

Tableau 8: Composantes par financier (000 USD) pour la période 2012-2014

	Components by Financiers (US\$ '000)																Local (Excl. Duties & Taxes)		
	DonFIDA		Communauté		PNUD		FFEM		FEM		PAM		GOV		Total				
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	For.	Exch.	Taxes
A. Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres																			
1. Mobilisation des eaux de surface	2 301.8	79.8	15.6	0.5	-	-	-	-	-	-	154.3	5.3	414.1	14.3	2 885.7	44.7	932.8	1 591.1	361.7
2. Gestion durable des terres	183.5	30.5	31.9	5.3	-	-	-	-	-	-	367.3	61.1	18.5	3.1	601.3	9.3	21.7	561.3	18.3
3. Amélioration de la production animale	53.1	78.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14.3	21.2	67.4	1.0	44.7	18.1	4.6
4. Protection et sauvegarde des espaces forestiers menacés de la zone de la forêt du	-	-	24.3	3.5	-	-	310.2	44.5	-	-	279.0	40.0	83.4	12.0	696.8	10.8	145.3	501.0	50.5
Subtotal Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres	2 538.4	59.7	71.8	1.7	-	-	310.2	7.3	-	-	800.5	16.8	530.3	12.5	4 251.2	65.8	1 144.5	2 611.6	61.8
B. Renforcement des capacités nationales	-	-	-	-	21.0	2.0	-	-	893.2	85.0	-	-	137.1	13.0	1 051.3	16.3	215.4	698.8	137.1
C. Gestion du programme	812.0	70.0	-	-	-	-	19.5	1.7	-	-	-	-	328.1	28.3	1 159.7	17.9	214.3	875.6	69.6
Total PROJECT COSTS	3 350.4	51.8	71.8	1.1	21.0	0.3	329.7	5.1	893.2	13.8	800.5	12.4	995.6	15.4	6 462.1	100.0	1 574.2	4 246.0	64.8

148. En ce qui concerne les fonds du FIDA, le taux de décaissement global est de 39,44% (30 avril 2012). Le Tableau suivant présente la situation des décaissements par catégorie de dépenses, ainsi que les besoins pour la deuxième phase (2012-2014).

Tableau 9: Décaissements des dons du FIDA (en DTS)

Catégorie	Ancienne Allocation (DTS)	Montant restant (DTS)	Besoins pour 2012-2014 (DTS)	Différence (DTS)
1 Travaux d'aménagement	1.700.000	980.322	1.213.762	233.440
2A Equipment et moyens de transport, Equipment Agricoles et Véhicules	827.000	292.598	306,681	14.083
3 Etudes et maîtrise d'œuvre	433.000	236.657	123,037	-113.620
5 Salaries et Indemnités	444.000	259.543	376,441	116.898
6A Entretien des équipements, autres frais	120.000	59.016	115,648	56.632
6B Fonctionnement des véhicules	190.000	114.586	50,000	-64.586
7 Non alloué	236.000	236.000	0	-236.000
Total	3.950.000	2.178.721,89	2.178.721,89	0

01 DTS = 1,54 USD

APPENDICES ET ANNEXES

Appendice1: Résumé de l'état d'avancement du Programme

Projet 1366 [8016] Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres

Faits essentiels

Pays	Djibouti	No. du projet	1366	No. du prêt/don DSF	8016
Projet	Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	28/05/2012			Conditions de financement	D
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	5		
Dernière Supervision	07/10/2011	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	22/02/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2007			Coût total	12.23	
Accord	13/02/2008	Délai d'entrée en vigueur	12.3	FIDA Total	6.00	
Entrée en vigueur	16/12/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA		
Examen à mi-parcours	26/05/2012			Don DSF	6.00	43
Achèvement	31/12/2014	Dernier amendement	17/02/2011	Don FIDA		
Clôture	30/06/2015	Dernier audit	01/08/2011	Financement national total	2.80	
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	0.17	
				Gouvernement (National)	2.63	
				Cofinancement total	3.43	
				France/AFD	1.19	72
				UNDP	0.07	67
				GEF	1.06	15
				WFP	1.12	29

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	4	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	3	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

République de Djibouti
Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de Gestion Durable des Terres (PROMES-GDT)
Mission de revue à mi-parcours 14-26 mai 2012 : Rapport principal
Appendice 1 : Résumé de l'Etat d'avancement du Programme

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et gestion du programme	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Renforcement des capacités nationales	3	4	2. Autonomisation	4	4
3. Mobilisation des Eaux de Surface	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	5

B.5 Justification des notes

Les indicateurs notés 3 sont: 1) Fonds de contrepartie: les taxes ont été préfinancés sur le don FIDA. Le gouvernement n'a toujours pas encore versé sa contribution malgré sollicitations répétée. 2) les procédures de passation des marchés ne sont pas complètement conformes aux directives du FIDA et du gouvernement (qualification des entreprises, évaluation des appels d'offre par consultation et les procédures d'examen préalable). 3) l'audit à cause de la soumission tardive du rapport en septembre 2011. La qualité de l'audit et la ponctualité devrait s'améliorer du fait de l'amélioration de la gestion financière et le contrat de l'auditeur a été lancé en temps voulu en 2012. 4) M&E: le système de suivi ne réussit toujours pas de fournir les rapports de suivi (semestriel), sans chiffres contradictoires. Certaines enquêtes de référence ne sont toujours pas analysées. La situation devrait s'améliorer maintenant que le programme dispose d'une personne assignée au M&E.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le Programme a pu atteindre des réalisations appréciables et serait en mesure d'atteindre les objectifs physiques fixés qui dépendent directement des actions qui peuvent être sous son contrôle. L'expérience et les leçons tirées du PROMES-GDT devraient être mieux valorisées à travers la gestion des savoirs et contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation et de conservation des ressources en eau.

Les premiers résultats démontrent l'impact du Programme sur la sécurité alimentaire (accès à l'eau) ainsi que sur la vie des femmes (temps pour chercher l'eau diminue).

Le taux de décaissement global de 39,44% (30 avril 2012) du PROMES-GDT est relativement satisfaisant.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Objectif 1 : Mettre en œuvre un programme de mobilisation des eaux de surface pour lutter contre la soif des populations et permettre une amélioration de la production agricole. Des résultats tangibles peuvent être constatés dans l'augmentation des capacités de mobilisation des ressources en eau au niveau des citernes et des retenues pastorales. Les objectifs du programme d'assurer une capacité de mobilisation des ressources en eau de 280 000 m³ seront probablement atteints vers 2013 et dépassés à la fin de 2014. Le Gouvernement demande au PROMES-GDT de renforcer sa position de « programme pilote » dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface.

Objectif 2 : Renforcer les capacités nationales d'organisation et de gestion sur les plans institutionnel, technique et social. Le financement FEM pour la composante « renforcement des capacités nationales » a été mobilisé depuis juin 2012. L'UGP est en train d'accélérer la mobilisation de l'assistance technique nécessaire.

C.5 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Un progrès a été réalisé dans le domaine de la gestion financière du Programme. En particulier, ces progrès se manifestent grâce à l'utilisation du system comptable qui a été finalement installé et paramétré y compris les informations financières du rapport d'audit 2010. La ségrégation des fonctions de contrôle dans l'UGP s'est améliorée. Le manuel de procédures administratives et financières qui a clarifié les rôles respectifs du coordinateur, RAF et RPM pour exercer la fonction de contrôle interne est appliqué depuis le 12 janvier 2012. Il est nécessaire d'améliorer la qualité de la gestion fiduciaire, de la passation des marchés.
Avancement de l'exécution du projet	Pour la mobilisation de l'eau, il est indispensable de se concentrer sur la qualité des études, des DAO, des travaux, du contrôle des travaux. Pour la gestion durable des terres, la mise en œuvre des activités s'est heurtée aux difficultés à faire admettre par les communautés le principe de la mise en repos. Pour la deuxième composante, il est indispensable de mobiliser l'assistance technique de façon cohérente et de se concentrer sur le cœur du Programme (hydraulique rurale, pastoralisme, approches participatifs). De plus, il est absolument indispensable de mettre en œuvre un plan d'action cohérent pour le renforcement des CPL, CGEP, ainsi que pour l'amélioration des SAHP. Pour l'UGP, il est proposé de recruter 2 animateurs additionnels, ce qui devrait permettre d'assurer un encadrement de proximité des CGEP et des CPL.

République de Djibouti
Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de Gestion Durable des Terres (PROMES-GDT)
Mission de revue à mi-parcours 14-26 mai 2012 : Rapport principal
Appendice 1 : Résumé de l'Etat d'avancement du Programme

Produits et réalisations	Des résultats tangibles peuvent être constatés dans l'augmentation des capacités de mobilisation des ressources en eau au niveau des citernes et au niveau des retenues pastorales. Par contre, des importants efforts additionnels dans les plantations, les actions antiérosives de conservation de l'eau et des sols (CES) et l'amélioration des parcours et des reboisements est nécessaire. Ceux-ci dépendent toutefois largement des conditions climatiques d'une part et de la disponibilité de main d'oeuvre d'autre part ; ici, les réalisations restent bien en deçà des objectifs initiaux, qui par ailleurs semblent quelque peu ambitieux à la mission.
Durabilité	La durabilité sociale observée auprès des communautés est acceptable pour les infrastructures de mobilisation de l'eau, mais faible pour les CES. Il est important de répertorier et évaluer de tels résultats afin de prioriser la construction/réhabilitation de citernes et de mieux appuyer l'organisation sociale autour de la gestion de l'eau et des terres. Le Programme a développé un savoir-faire technique dans le domaine des aménagements et infrastructures, ce qui a permis d'améliorer les concepts et d'assurer ainsi une viabilité technique acceptable.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Aspects fiduciaires	Efforts continus pour l'amélioration des procédures et la gestion fiduciaire.	immédiat	En cours d'application
Financement FEM	Un plan d'action cohérent de mobilisation de l'assistance technique (hydraulique, pastoralisme, planification participative).	Juin 2012	
Comités de pilotage locaux (CPL)	Mettre en œuvre un plan de consolidation des CPL et de CGEP par une animation de proximité (délivrée par les animateurs), par des actions de formation et de clarification des prérogatives et les fonctions de ces Comités.	Septembre 2012	
Schémas d'aménagements	Actualisation et approfondissement des données des 8 Schémas d'aménagements (SAHP) des 8 parcours des zones ciblées par le Programme.	Septembre 2012	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
Evaluation d'ensemble	Inscrire le plan annuel de travail dans une vision stratégique intégrée de développement des zones pastorales ciblées et basée sur des Schémas d'aménagement hydro-pastoraux (SAHP)	UGP (Coordonnateur et animateurs avec soutien expert en pastoralisme)	Octobre à Décembre 2011	<i>L'expert en pastoralisme a travaillé avec les animateurs sur le SAHP de Randa-Makarassou.</i>
	Développer et mieux préciser les modalités de collaboration avec les autres directions des ministères concernés	Coordonnateur	Novembre 2011	<i>Des conventions de principe ont été signées avec les DESV et DAF</i>
	Veiller à assurer la qualité et l'efficacité des réalisations par la mobilisation de l'assistance technique prévue dans le rapport de pré-évaluation et un suivi et contrôle rigoureux sur le terrain	Coordonnateur et Responsable passation des marchés (RPM)	Octobre à Décembre 2011	<i>Mobilisation de l'assistance technique a commencé mais pas au niveau souhaité</i>
	L'amélioration des procédures de recrutement des consultants et de passation des marchés ainsi que la gestion financière	RPM et Responsable administratif et financier (RAF)	Continu	<i>En progrès</i>
	Harmonisation des interventions avec les autres projets	Coordonnateur	Continu	<i>En progrès</i>
	PV de réception définitive des citernes réhabilitées et transfert aux Comités de gestion avec un cahier de charge	UGP, CPL, Direction de l'eau	Fin-décembre 2011	<i>PV élaboré mais pas de cahier de charge spécifiant les responsabilités du CGE – DE pas encore impliquée</i>
	L'UGP devrait convenir avec le service de gestion de l'eau et le service de gestion communautaire d'un programme soutenu de suivi de la qualité de l'eau et de formation des comités de gestion à l'entretien des ouvrages	UGP, Direction de l'eau	Fin décembre 2011	Aucun progrès n'a été constaté
Construction de nouvelles citernes	Validation des sites par les populations et sa matérialisation par le creusement de la fouille par les populations bénéficiaires sur au moins la moitié de la profondeur (selon nature de la fondation) avec appui de l'UGP (PV d'implantation). Elaboration de fiches de faisabilité socio-technique	UGP, CPL	mi-novembre 2011	<i>Validation des sites réalisées et PV d'implantation signés. Les fiches n'ont pas été élaborées</i>
	Finalisation des plans d'exécution pour chaque citerne par le Bureau du topographe qui a procédé aux levés topographiques à joindre au marché définitif ;	UGP	mi-octobre 2011	<i>Travail réalise mais pas dans les règles de l'art</i>
	Le recrutement d'un ingénieur en génie civil pour valider les plans d'exécution définir des procédures de contrôle et assurer la formation des contrôleurs de chantier.	FIDA	mi-novembre 2011	<i>Tâche réalise, qualité de la formation moyenne</i>
	Préparer les marchés des travaux à signer par les neuf entreprises retenues en y apportant quelques clarifications et adaptations suite à la finalisation des plans d'exécution	UGP		<i>Tâche réalisée</i>

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
	Elaborer un contrat pour le contrôle et la supervision des travaux	UGP	mi-novembre 2011	<i>Six contrats ont été élaborés</i>
Retenues en cours de réhabilitation en suspens	Paiements des factures de carburant et des salaires en instance sur les travaux déjà exécutés après révision des décomptes présentés par la DGT et clôturer les 6 contrats des trois retenues entièrement terminées et des trois retenues pour lesquelles seules les excavations ont été réalisées	DGT, UGP	mi-octobre 2011	<i>Tâche complétée</i>
	Finalisation par la DGT des travaux réalisés en reprenant les défauts constatés par le superviseur de l'UGP et les populations pour ce qui concerne le respect des pentes des talus des retenues afin d'éviter les accidents et l'aménagement des impluvium pour assurer le remplissage des retenues. La réception définitive sera prononcée à la satisfaction des populations. en présence des CPL	DGT, UGP	Fin-octobre 2011	<i>Tâche complétée mais les PV de réception définitive n'ont pas été signés</i>
	Entamer l'exécution des trois emprises qui restent à terminer (Gourmouleyta, As Dora et Ougoufoum) en assurant un suivi et contrôle du chantier par la DGT (cahier de chantier) et l'UGP (nomination d'un contrôleur des approvisionnements du chantier et des travaux)	DGT, UGP	Mi-octobre 2011	<i>Tâche complétée</i>
	PV de réception définitive des travaux	DGT, UGP, CPL	Fin novembre 2011	<i>Non fait</i>
Pour les retenues à réhabiliter durant PTBA 2012	Recruter le personnel nécessaires et le Chef de Brigade pour rendre opérationnelle la brigade Nord	DGT	mi-octobre 2011	<i>Une antenne de l'UGP a été mise en place et le personnel nécessaire a été recruté par le Projet. La DGT n'a pas encore de personnel à affecter</i>
	Réhabiliter et équiper les bâtiments de la Brigade Nord	UGP	Fin-octobre 2011	<i>Appel d'offres lancé, mais procédure devrait être acceptable pour le FIDA</i>
	Envoyer une mission conjointe UGP-DGT et CPL pour évaluer la nature des travaux de réhabilitation des retenues programmées pour PTBA 2012 – Dorra, Madgoul, Grand Barra, Gobaad, Dakka (PV de mission)	UGP, DGT, CPL	mi-novembre 2011	<i>Pas fait car entre temps la DGT est passée au MEE et maintenant elle vient de revenir au MAEP</i>
	Levés topographiques précis des retenues à l'échelle 1/250ème et de l'impluvium à l'échelle 1/2000ème avec courbes de niveau pour retenues programmées en 2012	DGT, Contrat Topographe	mi-décembre 2011	<i>Levés topographiques réalisés pour retenues réhabilitées à a Madgoul.</i>
	Elaborer un avant métré- détail estimatif en deux lots l'un pour les terrassements et l'autre pour les emprises et un nouveau contrat pour chaque retenue à réhabiliter sur la base des volumes réels à excaver (sur la base d'un prix unitaire forfaitaire à négocier)	DGT	Fin-décembre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
	Pour les emprises selon la complexité et le volume des travaux, l'UGP peut opter pour une mise en œuvre avec la participation communautaire, par la DGT ou à l'entreprise sur la base 'un avant métré- détaillé estimatif	UGP, CPL	Fin décembre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>
	Le recrutement d'un ingénieur en génie civil pour définir des procédures de contrôle des travaux et assurer la formation des contrôleurs de chantier.	UGP	fin-octobre2011	<i>Tâche non réalisée</i>
	Signature d'un nouveau contrat avec la DGT	DGT, UGP	Fin décembre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>
	Elaborer une convention entre l'UGP et la DGT précisant les modalités de fonctionnement de la brigade Nord et les responsabilités, et spécifiant que la brigade fait partie de l'inventaire du MAPE-RH-RH	UGP ; DGT	Fin décembre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>
Nouvelles retenues	La mission recommande de bien s'assurer de l'opportunité de leur exécution en fonction des parcours du bétail et du souci d'une gestion rationnelle. La localisation des sites et les caractéristiques devraient émaner des schémas d'aménagement hydro--pastoraux et convenus avec les populations (PV d'identification)	UGP, CPL	A réaliser après l'approbation/validation des SAHP	<i>Tâche non réalisée</i>
	Mission conjointe UGP/ DGT/ DE pour examiner le site de Harrougo et fournir à la population l'outillage nécessaire pour la démolition de seuil en maçonnerie entravant le remplissage de la retenue	UGP	mi-octobre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>
	Compte tenu du niveau de financement disponible, la mission recommande de se limiter aux études de trois sites de barrages existants (Ouroukia, Harrougo, et Kalou Dorra).	UGP	mi-octobre 2011	<i>Tâche réalisée</i>
	Etablir deux contrats avec MCG : (i) étude approfondie des sites d'Ouroukia et Harrougo et Dorra Kalou. puis une fois finalisée (ii) APD et étude approfondie des deux sites les plus favorables	UGP,	mi-octobre 2011	<i>Tâche réalisée</i>
Gestion durable des terres	L'UGP devrait procéder au recrutement du consultant international expert en CES	UGP	Fin octobre 2011	<i>Tâche réalisée</i>
	Des conventions devront être élaborées avec les CPL de Randa et de Gobaad pour confirmer l'accord sur la mise à disposition des espaces pastoraux de mise en repos	UGP, DA	Fin décembre 2011	<i>En cours</i>
	Un addendum sera attaché à la convention signée avec la Direction de l'agriculture précisant les moyens humains et matériels nécessaires pour la supervision des zones de mise en repos. La DA associera les compétences des Directions régionales du MAPE-RH	UGP, DA	Fin octobre 2011	<i>Non réalisée</i>

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
Amélioration de la production animale	L'UGP et la Direction de l'élevage (DE) acceptent de travailler sur la base d'une convention générale de collaboration qui portera sur les différentes activités et qui seront mises en œuvre au cas par cas	UGP, DE	Fin novembre 2011	<i>Convention signée mais pas de programme de travail précis</i>
Régénération de la forêt du Day	Elaborer une nouvelle version du protocole d'accord qui présente les principes et deux conventions relatives aux mises en repos de Diteladda-Adonta et Barah Barré pour Forêt Day	UGP, VNU	Fin-novembre 2011	<i>En cours</i>
	Equipe forestière basée à Day est chargé de la coordination et suivi de toutes les activités pastorales du PROMES-GDT et doit conduire son suivi et appui technique en conséquent	UGP	Continu	<i>En cours</i>
	Mettre en place les Comités de gestion pastoraux de Randa, Day et Gobaad	UGP, CPL	Fin-décembre 2011	<i>En cours</i>
	Mettre en place les Comités de gestion des pépinières de Randa et de As-Eyla	UGP, DA, CPL	Fin décembre 2011	Non réalisée
	Construire un magasin de stockage dans le bâtiment de la pépinière de Day	UGP	Fin- janvier 2012	<i>Tâche réalisée</i>
Renforcement des capacités communautaires	Mettre action sur le renforcement des capacités des organisations communautaires (CPL et CGEP) et mobiliser les ONG, et la Direction de l'Eau pour dispenser les formations	UGP (animateurs)	A partir de mi-octobre 2011	<i>Non réalisée</i>
	Convenir d'une réunion avec le Préfet de Arta et des Présidents des CPL de Grand Barra et de Karta pour expliquer les objectifs du Programme et ses modes d'intervention	UGP	mi-octobre 2011	Tâche non réalisée
	Programmer une réunion à Dakka pour constituer le CPL (Procès-verbal), convenir d'une première version du schéma d'aménagement hydro-pastoral, et de premiers travaux pour finir la démolition du seuil en maçonnerie qui gêne les écoulements.	UGP	mi-octobre 2011	<i>Tâche réalisée</i>
Gestion du programme	Le recrutement d'ONG ou d'animateurs/rices supplémentaires capables de faire le travail d'encadrement de proximité des CGEP, dans le district de Tadjourah et Dikhil	UGP	Fin-novembre 2011	<i>Tâche non réalisée</i>
	Effectuer une étude d'impact des citernes et retenues réhabilitées qui orientera les nouveaux travaux de réhabilitation et de construction	UGP	Octobre-décembre 2011	L'étude a été lancée tardivement et est actuellement en cours.
	Organiser avec M. Amadou Cissé une mission d'appui en suivi pour valider l'analyse de l'enquête de base et le rapport, et préparer l'UGP à la mi-parcours. M. Cissé travaillera en étroite collaboration avec MM. Warsama, Idriss et Abdallah Barkat	FIDA	Novembre 2011	<i>Tâche non réalisée. M. Cissé a fourni un appui à distance pour le traitement des données de l'étude et la préparation du rapport provisoire. Plus d'actualité car M. Berkat a été appelé à d'autres fonctions</i>
	Montage S&E sera examiné et amélioré au cours de la revue à	MAPE-RH/ FIDA	Mars 2012	<i>Pas de progrès notable en S&E</i>

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
	mi-parcours			
Gestion fiduciaire	Amélioration de la fonction de contrôle interne et ceci par la ségrégation des fonctions de contrôle entre le coordinateur, le responsable passation des marchés, le RAF. Mission fournira une matrice des rôles dans le rapport de supervision.	Coordinateur établira une note de service dans ce sens	Fin octobre 2011	Appliquée
	Finaliser le contrat de l'élaboration du manuel des procédures administratives et financières et le transmettre au FIDA pour avis et non objection.	Coordinateur	Fin octobre 2011	Le manuel a été complété et soumis au FIDA
	Le RAF préparera et soumettra des demandes de réapprovisionnement chaque mois, afin de garantir au projet des liquidités suffisantes et immédiatement disponibles.	RAF	Immédiatement et en continue	Appliquée
	le projet doit utiliser le formulaire C-11 - formulaire de suivi des paiements du contrat. Ce formulaire doit être soumis avec chaque DRF pour laquelle des paiements sont effectués au titre du contrat.	RAF	Immédiatement et en continue	Pas toujours respectée
	Faire le paramétrage du système comptable déjà installé (Ciel Compta) et démarrer au plus tôt son utilisation	RAF	Fin décembre 2011	Paramétrage effectuée et le projet utilise le nouveau logiciel
	Centraliser la gestion de la documentation relative à chaque contrat (de la préparation des dossiers d'appel d'offres à la signature du contrat) chez responsable de la passation des marchés	Coordinateur établira une note de service dans ce sens	Fin décembre 2011	appliquée
	Mise à jour du registre de contrat chaque mois.	Responsable de passation des marchés	Immédiatement et en continue	appliquée
	FIDA organisera un atelier de formation sur la passation des marchés.	FIDA et Coordinateur	Novembre 2011	Pour des raisons budgétaires, l'atelier a été annulé par le FIDA
	Coordinateur demande au Cabinet Colas de transmettre une opinion sur les états certifiés de dépenses de 2011 à partir des examens effectués et un inventaire des biens	Coordinateur	Fin Octobre 2011	L'opinion séparée n'a pas été transmise.
	Créer un modèle standard pour le rapport final de clôture de chaque contrat	RPM	Fin décembre 2011	
Durabilité	Le Ministère des Finances rembourse les taxes d'un montant de USD 16,140.78	Ministère des Finances	Fin décembre 2011	Pas encore remboursé
	Entamer une réflexion sur le statut juridique de la forêt du Day respectant les traditions coutumières et les objectifs de protection de l'environnement, en collaboration avec les autorités locales et le Ministère de l'environnement – Recruter un consultant	UGP,	PTBA 2012	Tâche non réalisée
	Travailler sur le statut des Comités de gestion de l'eau et des parcours dans le cadre de la réglementation nationale sur le Code de l'eau en collaboration avec la Direction de l'eau	UGP, DE	PTBA 2012	<i>Tâche non réalisée</i>

Domaine d'action	Mesure convenue au cours de la supervision de septembre 2011	Date	Responsabilité	Avancement au 15/5/2012
	Renforcer les actions de formation et d'organisation des Comités de gestion des points d'eau et pastoraux	UGP, DE	PTBA2012	<i>Tâche réalisée et devrait être poursuivie</i>
	Prendre les mesures pour avoir une Brigade Nord stable et pérenne pour assurer l'entretien des ouvrages après la clôture du Programme	UGP, DGT, DFE	PTBA 2012	<i>En cours</i>
	Renforcement des compétences techniques en activant les stages de formation sur des thématiques ciblées du personnel du MAPE-RH et du MEE.	UGP	PTBA 2012	<i>Tâche non réalisée</i>

Appendice 3: Questions financières: exécution des obligations de financement

Table 3A: Résumé des coûts et décaissements par source de financement (USD '000)

Financier	Allocation initiale (US\$ '000)	Allocation actuelle (US\$ '000)	Décaissement (US\$ '000)	Pourcentage Décaissé (%)	Montant restant (US\$ '000)
FIDA DSF Don	6 074.7	6 074.7	2 724,33	44,85%	3.350,47
Gouvernement	2 626.2	2 626.2	480,00	18,28%	2.146,20
Communautés	172.2	172.2	26.67	15,49%	145,53
FFEM	1 185.8	1 185.8	856,21	72,20%	329,59
PNUD	67.7	67.7	45,33	66,96%	22,37
FEM	1 056.8	959.5	163,74	15,49%	893,06
PAM	1 120.5	1 120.5	320,00	28,56%	800,50
Total	12 302.9	12 206.6	4 616,17	37,52%	7.687,73

Tableau 3C: Dépenses au 30 Avril 2012, DTS

Catégorie	Ancienne Allocation (DTS)	Décaissements (DTS)	Décaissement (%)	Engagements (DTS)	Engagements (%)	Montant restant (DTS)
1 Travaux d'aménagement	1.700.000	550.329,60	32,37%	169.348,22	9,96%	980.322,18
2A Equipment et moyens de transport, Equipment Agricoles et Véhicules	827.000	534.402,15	64,62%	0,00	0,00%	292.597,85
3 Etudes et maîtrise d'oeuvre	433.000	161.885,93	37,39%	34.457,53	7,96%	236.656,54
5 Salaries et Indemnités	444.000	184.457,23	41,54%	0,00	0,00%	259.542,77
6A Entretien des équipements, autres frais	120.000	51.530,24	42,94%	9.453,70	7,88%	59.016,06
6B Fonctionnement des véhicules	190.000	75.413,52	39,69%	0,00	0,00%	114.586,48
7 Non alloué	236.000					236.000,00
Total	3.950.000	1.558.018,67	39,44%	213.259,45	5,40%	2.178.721,89

1 DTS = 1,54 USD

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Préambule	Les financements des divers bailleurs		Partiellement accompli	Le financement prévu pour le FFEM est entrée en vigueur en 2011 seulement.
Section 1.02	Définitions			Abréviation MAEM-RH devient MAPE-RH et nom du Ministère est Ministère de l'Agriculture, la Pêche, l'Elevage, chargé des Ressources Halieutiques
Section 2.03	Compte spécial	Avant Entrée en vigueur	Accompli	Dépôt initial payé en mai 2009 Amendement effectué indiquant que compte spécial géré par double signature du Secrétaire Général MAEM-RH et DG Financement Extérieur, Ministère des Finances
Section 2.05	Utilisation des fonds		Accompli	
Section 3.02	PTBA	Novembre de chaque année	Exécution partielle	PTBA soumis en décembre 2011.
Section 3.03	Compte de contrepartie	Avant entrée en vigueur	Accompli	
Section 3.04	Disponibilité de fonds supplémentaires		Partiellement accompli	Montant de USD 25,000 correspondant aux taxes à payer par Gouvernement
Section 3.05	Compte de programme	Entrée en vigueur	Accompli	
Section 4.01	Suivi		Partiellement accompli	Système de SE pas encore mis en place. Enquête de base réalisée en 2011 mais partiellement analysée., soumission des données SYGRI en retard
Section 4.02	Rapports d'activités		Exécution partielle	Soumission tardive et incomplète (tableaux de suivi sont soumis)
Section 4.03	Examen à mi-parcours	2009 et à mi-parcours	Accompli en avril 2012	
Section 4.04	Rapport d'achèvement	6 mois après date d'achèvement	Non applicable	
Section 5.01	Etats financiers	3 mois après fin année fiscale	accompli	Etats financiers non audités soumis au FIDA
Section 5.02	Rapports d'audit	Annuel	Exécution partielle	Recrutement tardif de l'auditeur en 2011 et par conséquent soumission tardive du rapport d'audit
Section 7.01 à 7.03	Entrée en vigueur		Accompli	
Annexe 1	Description du projet		Exécution partielle	A partir de Sep 2011, financement FEM mobilisé Augmentation des CPL à 8 Nbre de ménages à 6300.
Annexe 2	Affectation et retraits des fonds du prêt		Accompli	Réallocation approuvé en Septembre 2011 pour don 8016-Dj
Annexe 3	Exécution du projet		Exécution partielle	Agent principal est MAPE-RH (voir section 1.02)

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
				Direction de l'Eau est sous MAPE-RH Comité de coordination technique inactif et présidence doit changer car DE n'est plus au MAPE-RH. Risque de dissocier approche intégrée des aménagements hydrauliques et pastoraux.
Annexe 3 Chapitre II	Engagements complémentaires de l'emprunteur		Exécution partielle	Manuel des procédures administratives et financières développé. Suivi non opérationnel. Evaluation annuelle du personnel effectué par Coordinateur en 2011.
Annexe 4	Passation des marchés		Partiellement accompli	Passation des marchés est améliorée.

Appendice 5: Avancement matériel au regard des objectifs quantitatifs, y compris les indicateurs SYGRI

Appendice 5A : Indicateurs SYGRI de premier niveau

Appendice C1 : Indicateurs C1-OR1 de premier niveau

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU									
		Unité	Fin de la période			Cumulatif			Total des actuels des années précédentes
			PTBA	Réalisé	% de PA&B	Objectif Préévaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	
Nombre de Bénéficiaires (outreach)					%PTBA				Total des réalisations des années précédentes
Groupes ayant bénéficié des services du projet		number		41		40	56	140%	15
Ménages ayant bénéficié des services du projet		number		1 664	#DIV/0!	6000	2 134	10%	470
Personnes ayant bénéficié des services du projet(men)		Hommes		525		18000	1 065	5%	540
Personnes ayant bénéficié des services du projet(women)		Femmes		420		18000	530	1%	110
							0		0
Composantes		Sous-composante							
Nom de la composante	Nom de la sous-								
production animale									
Ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place		number		2 367	#DIV/0!	6000	2 407	40%	40
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale(men)		Hommes	40	34	85%		46		12
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale(women)		Femmes	0	0	#DIV/0!		0		0
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale(men/women)		number		34	#DIV/0!		34		0
Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état		number	6	5	83%	24	5	21%	0
conservation des eaux et des sols					#DIV/0!		0		
Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols		ha	900	1 250	139%	10000	1 260	13%	10
Systèmes de récupération d'eau pluviale installés/remis en état		number	31	19	61%	68	26	38%	7
renforcement des capacités locales							0		
Groupes de gestion des ressources naturelles comptant des femmes dans leurs instances de direction		number	31	40	129%	40	55	138%	15
Groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés		number	37	41	111%	40	56	138%	15
Membres des groupes de ressources naturelles créés/consolidés(men)		Hommes	150	198	132%		459		261
Membres des groupes de ressources naturelles créés/consolidés(women)		Femmes	150	119	79%		194		75
Membres des groupes de ressources naturelles créés/consolidés(men/women)		number		317	#DIV/0!		317		0
Personnes formées en gestion des ressources naturelles(men)		Hommes		163	#DIV/0!		169		6
Personnes formées en gestion des ressources naturelles(women)		Femmes		82	#DIV/0!		88		6
Personnes formées en gestion des ressources naturelles(men/women)		number			#DIV/0!		0		0
Plans de gestion de l'environnement élaborés		number		4	#DIV/0!	40	8	10%	4

Appendice 5B : Indicateurs SYGRI de deuxième niveau

RÉSULTATS DU DEUXIÈME NIVEAU			
Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème
Nom de la composante	Nom de la sous-composante		
Mobilisation des Eaux de surface et Gestion durable des terres	MES		
		Efficacité de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	
		Durabilité probable de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	
		Efficacité de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	
	Production Animale	Durabilité probable de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	
		Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	
		Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	
Renforcement des capacités nationales		Durabilité probable des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	
		Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	
		Efficacité: promotion de politiques et d'institutions en faveur des pauvres	

Appendice 5C : Modèle de Justification des indicateurs SYGRI de deuxième niveau

Indicateurs SYGRI 2nd Niveau	Indicateurs Relais (impact)	unité	Objectif	Base	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Note
Efficacité de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	Nombre de retenues construites/réhabilitées (y compris micro-barrages)	No	24								
	Capacités des retenues en M3	M3	200,000		48,960						
	Volume d'eau additionnel mobilisé en M3	M3									
	Augmentation du volume d'eau mobilisé	%									
	Nombre de ménages desservies par les retenues	No									
	Nombre d'animaux détenus par les ménages	No.									
	Nombre de ménages ayant accès à l'eau garanti	No.	6,000								
	Diminution de la distance à parcourir pour l'accès	Km									
	Durée de l'accès à l'eau en No. de mois	mois									
	Augmentation durée d'approvisionnement en eau	%									
Durabilité probable de l'infrastructure de production - Points d'eau pour le bétail	Nombre de retenues construites/réhabilitées	No	24								
	Nombre de retenues fonctionnelles (remplissage)	No	24								
	% de retenues fonctionnelles	%	100								
	Nombre de retenues dont la maintenance est assuré par le CGEP	No	100								
	Nbre de retenues en état après 3 ans										
Efficacité de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	Nombre de citernes construites/réhabilitées	No	61								
	Capacité de retenue d'eau de la citerne	M3	100								
	Volume d'eau additionnel mobilisé	M3	4100								
	Augmentation du volume d'eau mobilisé	%									
	Nombre de ménages desservies par la citerne	No	2050								
	Augmentation du volume d'eau fourni par rapport aux besoins (quantité/durée)	%									
	Distance à parcourir par les femmes pour puiser l'eau	km									
	Diminution de la distance à parcourir pour puiser l'eau	%									
	Diminution du temps pour la collecte de l'eau										
	Durée annuelle des besoins des ménages couverts	mois									
Durabilité probable de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	Nombre de citernes construites/réhabilitées		61								
	Nombre de citernes fonctionnelles (remplissage)		61								
	% de citernes fonctionnelles	%	100								
	Nombre de ménages desservies par la citerne										
	Nombre de citernes dont la maintenance est assurée par la CGEP	%									
	% d'eau fourni par les citernes par rapport aux besoins des ménages	%									

	Surface de terres améliorée par des méthodes de CES	ha	10,000								
	Surface de parcours négociée pour mise en repos	ha	10,000				800				
Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	Codons pierreux réalisés	km	188								
	Couverture en travaux CES des parcelles mises en repos	%	10%								
	Nombre de personnes formées en CES	No									
	Nombre de plantes produits (pépinière)	%	14500				6000				
	No de plants mis en place (reboisement)										
	Augmentation de la couverture végétale des parcours						8%				
	Augmentation de la production de pâturages	ha									
	Plan de gestion de la Forêt du Day adopté	No									
Durabilité probable des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés (Comité de Pilotage Local CPL)	Nombre de CPL formés	No	8								
	Nombre de CPL fonctionnels (réunions régulières, PV de réunion, décisions prises collectivement)	No.	8								
	Pourcentage de groupes fonctionnels (fréquence réunion, PV réunion, décisions,	%	100								
	No de CPL disposant d'un statut/mandat clair avec des objectifs	%	100								
	No de CPL ayant établi et adopté un schémas d'aménagement (SAHP)	No.	8								
	No de CPL formés à la planification participative	No.	8								
	No. de CPL capable d'appliquer la planification participative	No.									
Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés Comité de Gestion de l'Eau et des Parcours (CGEP)	No de CGEP formés	No	110								
	No de GCEP fonctionnels (réunions, PV	No	110								
	% de GCEP fonctionnels	%	100								
	No de CGEP formés à la gestion des infrastructures (citernes et parcours)	No									
	No de CGEP assurant la maintenance/contrôle hygiène des ouvrages et respect mis en repos des parcours	No.	110								
	No de CGEP formés en techniques CES		110								
Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique (élevage)	No éleveur formés aux techniques zoo sanitaires		1000								
	No d'éleveurs faisant état d'une améliorations du cheptel										
	No d'éleveurs satisfaits des services zoosanitaires										

Appendice 6: Cadre logique actualisé du Programme

Résumé descriptif	Indicateurs	Source de vérification	Risques/hypothèses
Objectif global Améliorer les conditions de vie des communautés pastorales en promouvant une gestion durable des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Indice de pauvreté Ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté (OMD 1, SYGRI) désagrégé par sexe du chef de ménage Taux de malnutrition infantile (SYGRI) baissé (malnutrition aigüe : 18.5 à 36.3% pour les filles et 19.2% à 34.9% pour les garçons) (SYGRI) 	Enquêtes UNICEF et PAM OMS INDS Enquête SYGRI FIDA de référence et d'achèvement	
Objectif spécifique 1 Mettre en œuvre un programme de mobilisation des eaux de surface pour les personnes et les animaux afin de lutter contre la soif des populations et de permettre une meilleure répartition de la charge animale	<ul style="list-style-type: none"> 7235 ménages desservis par les points d'eau (SYGRI) 14000 petits ruminants ayant un accès sécurisé à l'eau Durée de la période difficile diminué de 3,5 mois à 3 mois (SYGRI) % d'approvisionnement en eau des ménages par rapport aux besoins (SYGRI) 	Enquêtes de référence	Une pluviométrie acceptable.
Objectif spécifique 2 Renforcer les capacités nationales d'organisation et de gestion sur les plans institutionnel, technique et social.	<ul style="list-style-type: none"> 80% des CLP et CGEP opérationnels (SYGRI) Nombre de femmes en situation de prise de décision dans le comité (SYGRI) 	Enquêtes de référence	
Composante 1 : Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres			
Résultat 1 : Une meilleure capacité de mobilisation des eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> 8 100 m³ capacité totale des citernes 275 000 m³ capacité totale des retenues 195 000 m³ capacité des seuils d'épandage et des barrages Efficacité des ouvrages (SYGRI, niveau 2) Durabilité des ouvrages (SYGRI, niveau 2) Nombre d'animaux desservis (par type d'aménagement) Nombre de ménages desservis (par type d'aménagement) 	Rapports de S&E Enquêtes de référence	Qualité d'exécution des travaux
<u>Produit 1.1</u> : Augmentation des citernes à usage domestique	<ul style="list-style-type: none"> 50 citernes communautaires construites (total : 5000 m³) 21 citernes communautaires réhabilitées (total : 2100 m³) 10 citernes familiales réhabilitées (total 1000 m³) Nombre de ménages desservis 	Rapports de S&E (basé sur les rapports des prestataires et animateurs)	
<u>Produit 1.2</u> : Création des retenus pour le bétail	<ul style="list-style-type: none"> 11 retenues construites (total : environ 120 000 m³) 14 retenues réhabilitées (total : environ 150 000 m³) 11 seuils en gabions 2 petits barrages en gabions 	Rapports de S&E (basé sur les rapports des prestataires et animateurs)	
Résultat 2 : Une gestion plus durable des terres pastorales	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de l'offre fourragère de 1 million d'UF Productivité des pâturages augmentée de 0,05UBT/ha à 0,1 UBT/ha 	Enquêtes	La productivité fourragère dépend de la pluviométrie. sous un contexte de changement climatique /désertification. Un AT sera mobilisée réfléchir sur les alternatives - stratégies/activités d'adaptation – par ex. vis-à-vis du choix de plantes fourragères, des zones habitables selon la disponibilité en infrastructures de captation d'eau, etc,...
<u>Produit 2.1</u> : Mise en œuvre des travaux CES	<ul style="list-style-type: none"> 6000 ha de parcours mis en repos 600 ha de travaux CES (10%) 100 km de cordons pierreux Nombre de personnes formées en CES 	Rapports de S&E	

Résumé descriptif	Indicateurs	Source de vérification	Risques/hypothèses
			Populations s'adhèrent à l'approche CES, proposée par le programme
Résultat 3 : Amélioration de la production animale	<ul style="list-style-type: none">1000 d'éleveurs faisant état d'une amélioration sanitaire de leur cheptel	Rapports de S&E	Capacités opérationnelles des services publics
Produit 3.1 :	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'éleveurs formésNombre d'animateurs formésRecensement du cheptel organisé.	Rapports de S&E Rapports du ME	
Résultat 4 : Conservation et régénération de la forêt du Day	<ul style="list-style-type: none">Couverture végétale augmenté de 30%50 ha régénérés (250 arbres/ha)Plan de gestion de la forêt adoptéEfficacité des programmes de gestion des ressources naturelles (SYGRI)	Enquêtes Rapports de supervision	Populations s'adhèrent à la méthodologie proposée par l'AT
Produit 4.1 : Espaces forestiers aménagés d'une façon durable	<ul style="list-style-type: none">14500 arbres produits et plantés500 ha mise en repos500 ha de travaux CES150 km de travaux CES	Rapports de S&E Rapports des prestataires	
Composante 2 : Développement des capacités nationales			
Résultat 5 : Capacités communautaires mises en place et renforcées	<ul style="list-style-type: none">Nombre de CGEP opérationnels (SYGRI)Durabilité probable des groupes de gestion de l'eau formés (SYGRI))Degré d'appropriation de la population en termes d'entretien des ouvrages de CES, eau, parcours, forêts	Enquêtes Rapports de supervision	
Produit 4.1 : Des comités de gestion de l'eau et des parcours sont établis, dotés d'un plan d'aménagement pour une gestion durable de l'eau et des terres.	<ul style="list-style-type: none">110 comités de gestion établis et renforcés (SYGRI)8 SAHP élaboré (qualité validée par les missions de supervision) (SYGRI)8 CLP établisNombre de formations, désagréé par sexe% de femmes dans les comités	Rapports de S&E	Demande forte en CES dans les espaces forestiers et de formation sur techniques CES
Résultat 6 : Capacités nationales renforcées	<ul style="list-style-type: none">Travaux de diagnostic et de planification participatifs sont exécutés de manière autonome par le bureau de gestion des projets du MAPE-RHSupervision du MAPE-RH des aménagements hydrauliques et agro-sylvo-pastoraux est de bonne qualité	Rapports de supervision	
Produit 5.1 : Les capacités du MAPE-RH et de ses partenaires ont été renforcées en termes de gestion intégrée des ressources naturelles.	<ul style="list-style-type: none">SIG opérationnel (au niveau du CERD ?)Conventions testées et réussiesNombre de formations	Formation acquise dans cadre projets FAO et Coopération Française	

Appendice 7: Gestion du savoir – équité

A. Etat des lieux

1. La mission conjointe était impressionné par les activités de communication de l'UGP lors de la revue à mi-parcours à travers la participation d'une équipe de la radio et télévision aux visites de terrain. Ceci a donné une grande visibilité aux travaux du PROMES-GDT et une information/mobilisation des populations rurales, même dans les zones les plus enclavés du pays.
2. Le PROMES-GDT a développé un nombre d'innovations dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface, à savoir : (a) une approche concertée avec les populations pour un aménagement hydraulique et sylvo-pastoral intégré, basé sur le SAHP, le CPL et le CGEP ; (b) l'initiation de techniques de contrôle des crues pour la recharge de nappes alluviales ou l'inondation de plaines fourragères ou forestières au moyen de la construction de barrage en gabion de faible hauteur. Le suivi de l'exécution du SAHP constitue un outil fondamental pour capitaliser les connaissances générées par le Programme. L'approche et les outils sont déjà en cours de réplification sans analyse des résultats et capitalisation du savoir. Cependant, la qualité actuelle des SAHP est insuffisante, les rapports techniques de réalisation et d'impact des ouvrages sont de qualité variable, satisfaisante pour le suivi des citernes réhabilitées et insatisfaisante pour la réhabilitation des retenues.
3. Le Ministère de l'agriculture a demandé au PROMES-GDT de continuer à jouer son rôle d'innovateur dans le domaine de la mobilisation de l'eau de surface et de la gestion durable des terres. Ses concepts et outils devraient être répliqués par les autres projets.

B. Stratégie et partenariats

4. La mission conjointe recommande à l'UGP de documenter de façon plus systématique les acquis, en particulier le SAHP, le CPL, le CGEP, ainsi que certaines solutions techniques tels que le seuil d'épandage.

C. Partenariats

5. Le PROMES-GDT a été conçu et est mis en œuvre par six partenaires (Gouvernement, FIDA, FEM, FFEM, PAM, PNUD). La complémentarité FIDA-PAM à travers le programme « vivres pour travail » est un succès indiscutable, qui permet d'appuyer directement les populations vulnérables et de créer des emplois dans le contexte de sécheresse à Djibouti. Le partenariat a permis de développer un savoir-faire dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface, qui est partagé avec les partenaires impliqués. Il a également intéressé d'autres bailleurs de fonds, dont la Banque islamique de développement (BID) et la Banque africaine de développement (BAD), qui ont prévu de s'inscrire dans une même logique. Le PROMES-GDT peut également apporter une contribution significative à la compréhension des contextes socio-fonciers, venant ainsi progressivement nourrir une réflexion sur un code pastoral.
6. L'UGP met en œuvre aussi bien le PROMES-GDT et le PRODERMO, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle importantes au niveau de la coordination, en plus de permettre une meilleure intégration de ces deux projets similaires. De plus, le PRODERMO est déjà une mise à échelle de l'approche pilotée par le PROMES-GDT.

Annexe 1 : Coûts du Programme Révisés (COSTAB)

Tableau 1: Résumé des coûts du programme par catégories de dépenses	2
Tableau 2: Résumé des coûts du programme par composante	2
Tableaux 3: Coûts détaillés par composante	3

Tableau 1: Résumé des coûts du programme par catégories de dépenses

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de gestion durable des terres
Disbursement Accounts by Financiers
(US\$ '000)

	DonFIDA		Communauté		PNUD		FFEM		FEM		PAM		GOV		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Genie Civil	48,1	80,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,0	20,0	60,1	0,9
B. Travaux d'aménagement																
1. Travaux de CES	-	-	25,6	8,0	-	-	-	-	-	-	293,9	92,0	0,0	-	319,5	4,9
2. Ouvrages hydrauliques	1.755,5	80,8	15,6	0,7	-	-	-	-	-	-	154,3	7,1	246,3	11,3	2.171,6	33,6
3. Ouvrages forestiers	-	-	24,3	5,4	-	-	132,9	29,6	-	-	279,0	62,1	13,3	3,0	449,5	7,0
4. Aménagement parcours	65,6	45,0	6,4	4,4	-	-	-	-	-	-	73,4	50,3	0,4	0,2	145,7	2,3
Subtotal Travaux d'aménagement	1.821,1	59,0	71,8	2,3	-	-	132,9	4,3	-	-	800,5	25,9	259,9	8,4	3.086,3	47,8
C. Equipements et moyens de transport	472,3	82,4	-	-	-	-	4,1	0,7	-	-	-	-	96,6	16,9	573,0	8,9
D. Etudes, Formation et Assistance technique	95,3	7,5	-	-	21,0	1,6	98,8	7,7	893,2	70,0	-	-	167,4	13,1	1.275,7	19,7
E. Maitrise d'oeuvre	94,2	65,3	-	-	-	-	26,9	18,7	-	-	-	-	23,1	16,0	144,1	2,2
F. Salaires et indemnités	579,7	63,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	337,1	36,8	916,8	14,2
G. Entretien et fonctionnement	239,7	59,0	-	-	-	-	67,0	16,5	-	-	-	-	99,4	24,5	406,2	6,3
Total PROJECT COSTS	3.350,4	51,8	71,8	1,1	21,0	0,3	329,7	5,1	893,2	13,8	800,5	12,4	995,6	15,4	6.462,1	100,0

Tableau 2: Résumé des coûts du programme par composante

Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de gestion durable des terres
Components by Financiers
(US\$ '000)

	DonFIDA		Communauté		PNUD		FFEM		FEM		PAM		GOV		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres																
1. Mobilisation des eaux de surface	2.301,8	79,8	15,6	0,5	-	-	-	-	-	-	154,3	5,3	414,1	14,3	2.885,7	44,7
2. Gestion durable des terres	183,5	30,5	31,9	5,3	-	-	-	-	-	-	367,3	61,1	18,5	3,1	601,3	9,3
3. Amélioration de la production animale	53,1	78,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,3	21,2	67,4	1,0
4. Protection et sauvegarde des espaces forestiers menacés de la zone de la forêt du Day	-	-	24,3	3,5	-	-	310,2	44,5	-	-	279,0	40,0	83,4	12,0	696,8	10,8
Subtotal Mobilisation des eaux de surface et gestion durable des terres	2.538,4	59,7	71,8	1,7	-	-	310,2	7,3	-	-	800,5	18,8	530,3	12,5	4.251,2	65,8
B. Renforcement des capacités nationales	-	-	-	-	21,0	2,0	-	-	893,2	85,0	-	-	137,1	13,0	1.051,3	16,3
C. Gestion du programme	812,0	70,0	-	-	-	-	19,5	1,7	-	-	-	-	328,1	28,3	1.159,7	17,9
Total PROJECT COSTS	3.350,4	51,8	71,8	1,1	21,0	0,3	329,7	5,1	893,2	13,8	800,5	12,4	995,6	15,4	6.462,1	100,0

Tableaux 3: Coûts détaillés par composante

Table 1.1. Construction et réhabilitation des citernes enterrées

Detailed Costs

(US\$)

I. Investment Costs

A. Citernes 100m³ avec impluvium en beton

1. Construction de citernes communautaires de 100 m³ /a

Etudes /b	citerne	-	20	10	30	1,610	-	35,5	18,2	53,7	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Supervision et contrôle	citerne	-	20	10	30	1,840	-	40,6	20,8	61,4	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Travaux de réalisation des nouvelles citernes	citerne	-	20	10	30	16,000	-	353,2	180,6	533,8	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Main d'oeuvre ordinaire	p-jour	6.000	6.000	3.000	15.000	6	39,1	40,3	20,8	100,2	OUVRAGEHYDRO_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Construction de citernes communautaires de 100 m³

2. Réhabilitation de citernes communautaires /c

Etudes	citerne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Contrôle et supervision	citerne	3	-	-	3	576	1,9	-	-	1,9	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Travaux de réhabilitation	citerne	3	-	-	3	7,200	23,3	-	-	23,3	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Main d'oeuvre ordinaire /d	p-jour	5.000	-	-	5.000	6	32,6	-	-	32,6	OUVRAGEHYDRO_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Réhabilitation de citernes communautaires

3. Réhabilitation de citernes familiales

Etudes	citerne	10	-	-	10	504	5,4	-	-	5,4	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Contrôle et supervision	citerne	10	-	-	10	576	6,2	-	-	6,2	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Fourniture de matériaux de construction	lot	10	-	-	10	2,000	21,6	-	-	21,6	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
Main d'oeuvre ordinaire	p-jour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	OUVRAGEHYDRO_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Réhabilitation de citernes familiales

Total Investment Costs

II. Recurrent Costs

Total

Totals Including Contingencies

('000)

Other Accounts

Unit	2012	2013	2014	Total	Unit Cost	2012	2013	2014	Total	Disb. Acct.	Fin. Rule
						130,2	469,7	240,3	840,2		
						130,2	469,7	240,3	840,2		

\a Total pour 2012-2014: 50 citernes nouvelles. Pour le PTBA 2012, les 20 citernes ne sont pas pris en compte. Une avance de 30% des coûts pour PTBA 2012 a été payé. 70% a été engagé.

\b 20 études pour le PTBA 2012 sont payés

\c Total pour 2012-2014: 5 citernes réhabilités. 2 citernes ont été payés déjà.

\d Contribution pour 3 citernes

Table 1.2. Retenues pour le bétail, seuils en gabion, petits barrages

Detailed Costs
(US\$)

Detailed Costs						Totals Including Contingencies					Other Accounts	
(US\$)		Quantities					('000)					
	Unit	2012	2013	2014	Total	Unit Cost	2012	2013	2014	Total	Disb. Acct.	Fin. Rule
I. Investment Costs												
A. Construction de nouvelles retenues pour le bétail												
1. Etude	nombre	5	6	-	11	3,270	17,7	21,7	-	39,3	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
2. Contrôle et supervision	nombre	-	5	6	11	3,736	-	20,6	25,3	45,9	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
3. Travaux de nouvelles retenues	nombre	-	5	6	11	45,000	-	248,4	304,7	553,1	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
							17,7	290,6	330,0	638,3		
Subtotal Construction de nouvelles retenues pour le bétail												
B. Réhabilitation de retenues existantes /a												
1. Etude	nombre	2	2	-	4	2,150	4,6	4,7	-	9,4	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
2. Contrôle et supervision	nombre	2	2	-	4	2,460	5,3	5,4	-	10,7	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
3. Travaux de réhabilitation de retenues	nombre	2	2	-	4	25,000	53,9	55,1	-	109,0	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (85%); PAM (13%); PART_COMM (2%)
							63,9	65,2	-	129,1		
Subtotal Réhabilitation de retenues existantes												
C. Construction des seuils en gabions /b												
1. Etude	nombre	5	4	-	9	2,000	10,8	8,8	-	19,6	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
2. Contrôle et supervision	nombre	1	5	4	10	1,200	1,3	6,6	5,4	13,3	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
3. Travaux de réalisation des petits ouvrages	nombre	1	5	4	10	10,000	10,8	55,1	45,0	110,9	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (85%); PAM (13%); PART_COMM (2%)
4. Fourniture de cages de gabions	nombre	200	1.000	1.000	2.200	70	15,1	77,1	78,7	170,9	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
5. Transport moellons basaltiques	voyages	180	600	400	1.180	56	10,9	37,0	25,2	73,1	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (85%); PAM (13%); PART_COMM (2%)
							48,8	184,6	154,3	387,8		
Subtotal Construction des seuils en gabions												
D. Réhabilitation de petits barrages												
Etudes approfondies de 5 sites de petits barrages	forfait	0,5	0,5	-	1	28,000	14,6	14,9	-	29,5	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
Réhabilitation de 2 petits barrages	unité	-	2	-	2	80,000	-	176,2	-	176,2	OUVRAGEHYDRO_DA	DON_FIDA (100%)
							14,6	191,2	-	205,7		
Subtotal Réhabilitation de petits barrages												
E. Equipements												
GPS	unité	-	1	-	1	2,400	-	2,5	-	2,5	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Stations météo /c	unité	-	2	-	2	18,500	-	38,2	-	38,2	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Achat images satellite de haute résolution	forfait	1	-	-	1	15,000	15,4	-	-	15,4	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Matériel topographie "station total"	unité	1	-	-	1	30,000	30,7	-	-	30,7	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Petit matériel divers	lot	-	1	-	1	1,000	-	1,0	-	1,0	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
							46,1	41,7	-	87,8		
Subtotal Equipements												
F. Brigade mécanisée												
1. Matériel et équipements techniques	lot	1	1	-	2	40,000	41,1	41,5	-	82,6	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
2. Renforcement des capacités de la brigade												
Formation à la maintenance et entretien des conducteurs d'engin	stage	-	1	-	1	3,000	-	3,2	-	3,2	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
Véhicules 4x4	nombre	1	-	-	1	40,000	41,1	-	-	41,1	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Acquisition des engins pour la brigade nord	lot	1	-	-	1	160,000	164,4	-	-	164,4	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
							205,5	3,2	-	208,7		
							246,6	44,7	-	291,3		
Total Investment Costs							437,6	818,1	484,3	1.740,0		
II. Recurrent Costs												
A. Entretien et fonctionnement de la brigade												
Entretien des engins	forfait/an	1	1	1	3	24,500	25,2	25,4	25,7	76,2	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Véhicule de liaison et camion	forfait/an	1	1	1	3	7,400	7,6	7,7	7,7	23,0	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Renouvellement des consommables	forfait	1	1	1	3	12,000	12,3	12,4	12,6	37,3	EF_DA	DON_FIDA (100%)
							45,1	45,5	46,0	136,6		
Subtotal Entretien et fonctionnement de la brigade												
B. Salaires et indemnités												
1. Salaires												
Conducteur d'engin	personne-an	2	2	2	6	8,100	16,9	17,4	18,0	52,3	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Mécanicien /d	personne-an	1	1	1	3	8,100	8,5	8,7	9,0	26,2	SAL_DA	GOVT
Chauffeur	personne-an	1	1	1	3	8,100	8,5	8,7	9,0	26,2	SAL_DA	GOVT
Aide mécanicien	personne-an	1	1	1	3	5,400	5,6	5,8	6,0	17,4	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Cuisinier	personne-an	1	1	1	3	2,026	2,1	2,2	2,2	6,5	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Gardien de la base	personne-an	2	2	2	6	2,026	4,2	4,4	4,5	13,1	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
							45,9	47,2	48,7	141,8		
Subtotal Salaires												
2. Indemnités du personnel												
Indemnités du responsable de la brigade	an	1	1	1	3	3,600	3,8	3,9	4,0	11,6	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Indemnités du personnel	forfait/an	4	4	4	12	1,200	5,0	5,2	5,3	15,5	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
							8,8	9,0	9,3	27,1		
							54,7	56,3	58,0	168,9		
Subtotal Indemnités du personnel							99,7	101,8	104,0	305,5		
Subtotal Salaires et indemnités							537,3	919,9	588,3	2.045,5		
Total Recurrent Costs												
Total												

^a la PTBA 2012 prévoit le financement de 5 retenues. Au 30 avril 2012, les travaux d'excavation de 3 retenues ont été payées déjà.

^b PTBA 2012 prévoit 2 seuils. Au 30 avril, 1 seuil a été payé déjà pour le PTBA 2012

^c Seront installés dans les sites retenus pour la construction de micro-barrages.

^d 40% FIDA et 60% GVT

Table 1.3. Travaux de Conservation des Eaux et des Sols (CES)

Detailed Costs

(US\$)

I. Investment Costs

A. Conservation des Eaux et des Sols (CES)

1. Aménagement des versants en amont des retenues et des zones érodées

Cordon pierreux	p-jour	5.250	5.250	5.250	15.750	6	36,8	37,9	39,1	113,8	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Microcuvettes en pierres seches	p-jour	2.200	2.200	2.200	6.600	6	15,4	15,9	16,4	47,7	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Elements de banquettes en quinconce	p-jour	3.000	3.000	3.000	9.000	6	21,0	21,7	22,3	65,0	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Aménagement des versants en amont des retenues et des zones érodées

2. Correction des ravins

Seuils en gabions	p-jour	1.000	1.000	1.000	3.000	6	7,0	7,2	7,4	21,7	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Seuils en blocs et pierres seches	p-jour	1.700	1.700	1.700	5.100	6	11,9	12,3	12,6	36,8	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Seuils en pierres seches et bois (zone Day)	p-jour	1.000	1.870	1.870	4.740	6	7,0	13,5	13,9	34,4	CES_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Correction des ravins

3. Outillage

Outillage et materiaux	forfait	1	1	1	3	1,000	1,0	1,0	1,0	3,1	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Transport	forfait	1	1	1	3	15,000	15,6	16,0	16,4	48,0	CONTRAT_DA	DON_FIDA (100%)

Subtotal Outillage

4. Maîtrise d'oeuvre

	an	2	2	2	6	10,000	16,6	17,0	17,4	51,1	CONTRAT_DA	DON_FIDA (100%)
--	----	---	---	---	---	--------	------	------	------	------	------------	-------------------

Subtotal Conservation des Eaux et des Sols (CES)

B. Développement et gestion des ressources pastorales

1. Mises en repos

Gardiennage /a	person-année	6	11	15	32	1,301	8,5	16,0	22,5	47,0	PARCOURS_DA	DON_FIDA (100%)
Provision contre la secheresse	tonnes	30	30	30	90	170	5,5	5,7	5,9	17,1	PARCOURS_DA	DON_FIDA (100%)
Main d'oeuvre demarcation des mises en repos	p-jour	320	560	560	1.440	6	2,2	4,0	4,2	10,5	PARCOURS_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Mises en repos

2. Re-semis

Semences	kg	720	1.280	2.240	4.240	5	3,4	6,2	11,2	20,9	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Main d'oeuvre semence	p-jour	90	160	280	530	6	0,6	1,2	2,1	3,9	PARCOURS_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Re-semis

3. Plantation

Preparation du sol/trouaison	p-jour	2.000	2.000	2.000	6.000	6	14,0	14,4	14,9	43,4	PARCOURS_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	900	900	900	2.700	6	6,3	6,5	6,7	19,5	PARCOURS_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien et regarnis	p-jour	50	150	150	350	6	0,4	1,1	1,1	2,6	PARCOURS_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Plantation

4. Installation pastoretum

Installation de 2 parcelles	Unité	2	-	-	2	57	0,1	-	-	0,1	PARCOURS_DA	DON_FIDA (00%)
Semences et plants	Unité	2	-	-	2	6	0,0	-	-	0,0	PARCOURS_DA	DON_FIDA (00%)
Gardiennage	Unité	2	2	2	6	13	0,0	0,0	0,0	0,1	PARCOURS_DA	DON_FIDA (00%)

Subtotal Installation pastoretum

5. Emondage

Outillage	lot						1,1	-	0,6	1,6	PARCOURS_DA	DON_FIDA (100%)
-----------	-----	--	--	--	--	--	-----	---	-----	-----	-------------	-------------------

Subtotal Développement et gestion des ressources pastorales

Total

Totals Including Contingencies

(000)

Other Accounts

Unit	2012	2013	2014	Total	Unit Cost	2012	2013	2014	Total	Disb. Acct.	Fin. Rule
						73,3	75,5	77,7	226,5		
						25,9	33,0	34,0	93,0		
						136,7	146,9	151,1	434,6		
						16,3	25,8	32,5	74,6		
						4,0	7,4	13,3	24,8		
						20,7	22,0	22,7	65,4		
						0,2	0,0	0,0	0,2		
						42,2	55,2	69,2	166,6		
						178,9	202,1	220,2	601,3		

la Il va etre recruter par le comité de l'eau.

Table 1.5. Amélioration de la production animale

Detailed Costs

(US\$)

I. Investment Costs

A. Amélioration de la sante animale

Formation des eleveurs en matiere de sante animale

Medicaments et anti-ceptiques

Matériels divers

Convention avec DESV

Subtotal Amélioration de la sante animale

B. Enquete de base de production animale

Recensement du cheptel de la zone

Enquete zootechnique

Subtotal Enquete de base de production animale

Total

Unit	Quantities				Unit Cost	Totals Including Contingencies				Other Accounts	
	2012	2013	2014	Total		('000)				Disb. Acct.	Fin. Rule
session	3	-	-	3	3,394	10,6	-	-	10,6	ASSIT_DA	GOVT
forfait	1	1	1	3	10,000	10,2	10,3	10,4	30,9	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
forfait	-	1	-	1	15,000	-	15,4	-	15,4	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
forfait						10,5	-	-	10,5	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
						31,3	25,7	10,4	67,4		
forfait						-	-	-	-	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
forfait						-	-	-	-	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
						-	-	-	-		
						31,3	25,7	10,4	67,4		

Table 1.6. Appui à la Conservation et a la Régénération dans la Forêt du Day
Detailed Costs
(US\$)

I. Investement Costs												
A. L'espace de la forêt du Day												
1. Regeneration assistée du genévrier et especes accompagnatrices												
a. Main d'oeuvre												
Preparation du sol	p-jour	600	600	600	1.800	6	4,2	4,3	4,5	13,0	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	200	200	200	600	6	1,4	1,4	1,5	4,3	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien et regarnis	p-jour	40	40	40	120	6	0,3	0,3	0,3	0,9	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
							5,9	6,1	6,2	18,2		
Subtotal Main d'oeuvre							1,1	1,1	1,1	3,3	FORET_DA	FFEM (100%)
							2,2	2,2	2,3	6,6	FORET_DA	FFEM (100%)
							3,2	3,3	3,4	9,9		
							9,1	9,4	9,6	28,1		
b. Outillage et semences												
Semences d'arbustes	forfait	1	1	1	3	1,000	1,1	1,1	1,1	3,3	FORET_DA	FFEM (100%)
Outils et petits materiels	lot						2,2	2,2	2,3	6,6	FORET_DA	FFEM (100%)
Subtotal Outillage et semences												
Subtotal Regeneration assistée du genévrier et especes accompagnatrices												
2. Enherbement et plantaton d'arbustes fourragers sur cordons pierreux												
a. Main d'oeuvre												
Mise en place des cordons	p-jour	2.000	2.000	2.000	6.000	6	14,0	14,4	14,9	43,4	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Preparation du sol/trouaison	p-jour	1.000	1.000	1.000	3.000	6	7,0	7,2	7,4	21,7	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	1.000	1.000	1.000	3.000	6	7,0	7,2	7,4	21,7	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien et regarnis	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Semis des herbaces	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien des cordons	p-jour	200	200	200	600	6	1,4	1,4	1,5	4,3	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
							30,9	31,8	32,7	95,4		
							0,5	0,5	0,5	1,4	FORET_DA	FFEM (100%)
							3,1	3,2	3,3	9,6	FORET_DA	FFEM (100%)
							4,1	4,2	4,3	12,6	FORET_DA	FFEM (100%)
							7,7	7,9	8,0	23,6		
							38,6	39,6	40,8	119,0		
Subtotal Enherbement et plantaton d'arbustes fourragers sur cordons pierreux												
3. Correction et vegetalisation des petites ravines												
a. Main d'oeuvre												
Mise en place des pierres	p-jour	80	80	80	240	6	0,6	0,6	0,6	1,7	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Mise en place des gabion	p-jour	50	50	50	150	6	0,4	0,4	0,4	1,1	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Mise en place des protections	p-jour	50	50	50	150	6	0,4	0,4	0,4	1,1	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Preparation du sol/trouaison	p-jour	200	200	200	600	6	1,4	1,4	1,5	4,3	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Desherbage et regarnis	p-jour	40	50	60	150	6	0,3	0,4	0,4	1,1	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien des ravines	p-jour	40	50	60	150	6	0,3	0,4	0,4	1,1	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
							3,9	4,2	4,5	12,6		
							2,7	2,8	2,9	8,4	FORET_DA	FFEM (100%)
							1,1	1,1	-	2,2	FORET_DA	FFEM (100%)
							0,0	0,0	0,0	0,1	FORET_DA	FFEM (100%)
							3,8	3,9	2,9	10,7		
							7,8	8,1	7,4	23,2		
Subtotal Outillage et transport												
Subtotal Correction et vegetalisation des petites ravines												
4. Exploitation des bois morts de genévrier												
a. Main d'oeuvre												
Repérage, marquage	p-jour	200	200	200	600	6	1,4	1,4	1,5	4,3	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Coupe et transport de bois	p-jour	500	500	500	1.500	6	3,5	3,6	3,7	10,8	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
							4,9	5,1	5,2	15,2		
b. Expertise et formation												
Formation bucheronnage	forfait						9,4	-	-	9,4	ASSIT_DA	FFEM (100%)
c. Outillage et transport												
Outils et petits materiels	lot	1	-	-	1	1,000	1,1	-	-	1,1	FORET_DA	FFEM (100%)
Transport des matériaux (nombre de voyages)	Voyage	100	100	100	300	56	6,0	6,2	6,3	18,5	FORET_DA	FFEM (100%)
							7,1	6,2	6,3	19,6		
							21,4	11,2	11,5	44,2		
Subtotal Exploitation des bois morts de genévrier												
5. Mises en defens experimentale												
a. Installation de 3 parcelles experimentales												
Travaux a l'entreprise /a	parcelle	1	-	-	1	20,000	21,6	-	-	21,6	FORET_DA	FFEM (100%)
b. Main d'oeuvre												
Gardiennage (1 passage/semaine pour 6 gardiens)	p-jour	600	600	600	1.800	6	3,9	4,0	4,2	12,1	FORET_DA	FFEM (100%)
Prelevement materiel vegetal	p-jour	-	-	-	-		-	-	-	-	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
							3,9	4,0	4,2	12,1		
							25,5	4,0	4,2	33,7		
							102,3	72,4	73,4	248,2		
Subtotal L'espace de la forêt du Day												
B. Actions d'accompagnement												
1. Actions d'accompagnement												
a. Mise en place d'une unite d'artisanat du bois												
Formation	forfait						5,2	5,3	-	10,5	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Expertise nationale	p-mois	0,5	1	-	1,5	4,500	2,3	4,8	-	7,1	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Equipements de l'unité et consommables	forfait						20,5	1,0	1,0	22,5	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Amenagement des locaux	forfait						5,7	-	-	5,7	ASSIT_DA	FFEM (100%)
							33,7	11,2	1,0	45,9		
Subtotal Mise en place d'une unite d'artisanat du bois												
b. Developpement de l'apiculture												
Expertise nationale	p-mois	1,5	1,5	1	4	4,500	7,0	7,2	4,9	19,1	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Equipements de l'unité et consommables	forfait						8,2	-	-	8,2	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Amenagement des locaux	forfait						5,4	-	-	5,4	ASSIT_DA	FFEM (100%)
							20,6	7,2	4,9	32,7		
							54,3	18,3	5,9	78,6		
							10,4	10,7	10,9	32,0	CONTRAT_DA	FFEM (100%)
							64,7	29,0	16,9	110,6		
							167,1	101,4	90,3	358,8		
Subtotal Developpement de l'apiculture												
Subtotal Actions d'accompagnement												
2. Maîtrise d'oeuvre												
Subtotal Actions d'accompagnement												
Total												

1a Installation de parcelles experimentales de 2 ha.

Detailed Costs
(US\$)

I. Investment Costs

A. Les interventions en peripherie de la foret

1. Plantation de protection en une zone tampon de la forêt

a. Main d'oeuvre

Mise en place des cordons	p-jour	2.000	2.000	2.000	6.000	6	14,0	14,4	14,9	43,4	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Mise en place des protections contre les ravines	p-jour	900	900	900	2.700	6	6,3	6,5	6,7	19,5	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Preparation du sol/trouaison	p-jour	1.300	1.300	1.300	3.900	6	9,1	9,4	9,7	28,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	800	800	800	2.400	6	5,6	5,8	6,0	17,3	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien et regarnis	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien des cordons	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Main d'oeuvre

b. Outillage

Outils et petits matériels	lot						1,1	1,1	-	2,2	FORET_DA	FFEM (100%)
Caissons	unité	100	100	100	300	25	2,7	2,8	2,9	8,4	FORET_DA	FFEM (100%)
Transport de pierres	Voyage	25	25	25	75	56	1,5	1,5	1,6	4,6	FORET_DA	FFEM (100%)

Subtotal Outillage

Subtotal Plantation de protection en une zone tampon de la foret

2. Micro-plantations d'arbres a usage multiple autour des campements & citernes

a. Main d'oeuvre

Préparation du sol/trouaison	p-jour	2.000	2.000	2.000	6.000	6	14,0	14,4	14,9	43,4	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Plantation	p-jour	70	70	70	210	6	0,5	0,5	0,5	1,5	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
Entretien et regarnis	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)

Subtotal Main d'oeuvre

	2012	2013	2014	2015		
b. Outillage						
Petit outillage						
lot	0,1	0,1	0,1	0,3	FORET_DA	FFEM (100%)
Subtotal Micro-plantations d'arbres a usage multiple autour des campements & citernes	15,3	15,8	16,3	47,4		
btotat Les interventions en peripherie de la foret	57,1	58,8	59,4	175,3		

3. Les pépinières

1. Pépinières

1. Pipelines

a. Infrastructures

[illegible]

b. Matériel agricole et moyens de transport

divers	unité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	EQUIPVEH_DA	FFEM (100%)
--------	-------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	-------------	---------------

c. Matériel de pépinière

Produits phyto/engrais	forfait	1,0	1,0	1,0	3,1	EQUIPVEH_DA	FFEM (100%)
Frigidaire	forfait	1,0	-	-	1,0	EQUIPVEH_DA	FFEM (100%)

Subtotal Materiel de pepiniere

d. Remplissage/manutention des pots, repiquage, entretien	p-jour	100	100	100	300	6	0,7	0,7	0,7	2,2	FORET_DA	PAM (92%); PART_COMM (8%)
---	--------	-----	-----	-----	-----	---	-----	-----	-----	-----	----------	-------------------------------

e. Formation

Frais de formation sur les sites	visit	3	3	3	9	200	0,6	0,6	0,7	1,9	ASSIT_DA	FFEM (100%)
Documentation technique	unité	3	-	-	3	100	0,3	-	-	0,3	EQUIPVEH_DA	FFEM (100%)

Subtotal Formation

Subtotal Pépinières	an	1	1	1	3	10,000	10,8	11,0	11,3	33,1	FORET_DA	FFEM (100%)
Investment Costs							14,5	13,4	13,7	41,6		
							71,6	72,2	73,1	217,0		

Total Investment Costs

II. Recurrent Costs

A. Salaires et indemnités

Ouvriers specialises	p-mois	24	24	24	72	424	10,6	11,0	11,3	32,9	SAL_DA	GOVT
----------------------	--------	----	----	----	----	-----	------	------	------	------	--------	------

B. Entretien et fonctionnement

Matériel agricole	an						-	-	-	-	EF_DA	FFEM (100%)
Tracteur	an	2	2	2	6	5,292	10,9	11,0	11,1	32,9	EF_DA	FFEM (100%)
Pick-up Dble cab 4*4	an	2	2	2	6	7,389	15,2	15,3	15,5	46,0	EF_DA	FFEM (100%)
Motos	an	2	2	2	6	1,229	2,5	2,5	2,6	7,6	EF_DA	FFEM (100%)
Entretien du puit	an						-	0,8	0,8	1,6	EF_DA	FFEM (100%)

Subtotal Entretien et fonctionnemet**Total Recurrent Costs**

Total

Table 2. Developpement des capacites nationales

Detailed Costs

(US\$)

I. Investment Costs

A. Renforcement des capacités communautaires

1. Ateliers de restitution, diagnostic et planification avec CPL
2. Ateliers de mise à niveau des SAHP
3. Ateliers sur le statut des CPL et CGEP
4. Formation des membres des CPL et CGEP
5. Formations pour les femmes
6. Réunions des CPL
7. Réunions des CGEP
8. Réunions des comités de pilotage
9. Traduction, édition et diffusion
10. Gestion du programme (financement FEM)
11. Frais de gestion PNUD (financement FEM)

Subtotal Renforcement des capacités communautaires

B. Renforcement des capacites administratives

1. Formation

- Voyages d'études (pastoralisme, hydraulicien et responsable genre /a
- formation approche genre /b
- Formation aux méthodes participatives

Subtotal Formation

2. Assistance Technique

- a. Assistance technique sylviculture (VNU)
- b. Assistance technique sylviculture (VNU)
- c. Expertise: diagnostic des CPL & plan de formation
- d. Expertise internationale: sylviculture, pépinières
- e. Expertise internationale: mise à niveau des SAHP / stratégie nationale mobilisation eaux
- f. Expert en pastoralisme
- g. Expert changement climatique/mesures de mitigation
- h. Expert en suivi-évaluation
- i. Assistance technique internationale hydraulique rurale
- j. Expert CES/forestier

Subtotal Assistance Technique

Subtotal Renforcement des capacites administratives

Total

Unit	Quantities				Unit Cost	Totals Including Contingencies (000)				Other Accounts	
	2012	2013	2014	Total		2012	2013	2014	Total	Disb. Acct.	Fin. Rule
atelier	2	2	2	6	2,000	4,2	4,3	4,4	12,8	ASSIT_DA	FEM (100%)
atelier	4	4	-	8	2,000	8,3	8,5	-	16,9	ASSIT_DA	FEM (100%)
atelier	-	1	1	2	3,000	-	3,2	3,3	6,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
comité	16	16	16	48	1,000	16,6	17,1	17,5	51,2	ASSIT_DA	FEM (100%)
comité	8	8	8	24	2,000	16,6	17,1	17,5	51,2	ASSIT_DA	FEM (100%)
CPL	8	8	8	24	300	2,5	2,6	2,6	7,7	ASSIT_DA	FEM (100%)
CPL	20	60	80	160	200	4,2	12,8	17,5	34,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
réunion	2	2	2	6	3,000	6,2	6,4	6,6	19,2	ASSIT_DA	FEM (100%)
forfait/an	1	1	1	3	3,500	3,6	3,7	3,8	11,2	ASSIT_DA	FEM (100%)
forfait	1	1	1	3	13,300	13,8	14,2	14,5	42,6	ASSIT_DA	FEM (100%)
forfait	1	1	1	3	28,000	29,1	29,9	30,6	89,6	ASSIT_DA	FEM (100%)
						105,3	119,7	118,3	343,3		
voyage	1	1	-	2	5,000	5,2	5,3	-	10,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
p-mois	1	-	-	1	4,500	4,7	-	-	4,7	ASSIT_DA	FEM (100%)
p-mois	1	-	-	1	4,500	4,7	-	-	4,7	ASSIT_DA	FEM (100%)
						14,6	5,3	-	19,9		
pers.mois	8	-	-	8	3,000	25,0	-	-	25,0	ASSIT_DA	PNUD (100%)
pers.mois	4	12	-	16	3,000	12,5	38,4	-	50,8	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	1	-	-	1	12,000	12,5	-	-	12,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	1	-	-	1	18,000	18,5	-	-	18,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	2	1	-	3	18,000	37,4	19,2	-	56,6	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	4	3	-	7	18,000	74,9	57,5	-	132,4	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	2	-	-	2	18,000	37,4	-	-	37,4	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	2	2	2	6	12,000	25,0	25,6	26,2	76,7	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	5	5	-	10	18,000	93,6	95,9	-	189,5	ASSIT_DA	FEM (100%)
pers.mois	2	2	0,65	4,65	18,000	37,4	38,4	12,8	88,6	ASSIT_DA	FEM (100%)
						374,2	274,9	39,0	688,1		
						388,8	280,2	39,0	708,0		
						494,1	399,9	157,3	1.051,3		

\a 10 jours; où conférence-séminaire-stage ouverts aux personnes impliquées

\b UGP et directions concernées par eau

Table 3.1. Unité de gestion du programme (UGP)

Detailed Costs
(US\$)

Detailed Costs (US\$)	Unit	Quantities				Unit Cost	Totals Including Contingencies ('000)				Disb. Acct.	Other Accounts
		2012	2013	2014	Total		2012	2013	2014	Total		Fin. Rule
I. Investment Costs												
A. Aménagement de bureaux	forfait	-	1	-	1	10,000	-	11	-	11	GC_DA	DON_FIDA (100%)
B. Equipements et mobilier de bureau												
1. Équipements de bureau												
Ordinateur portable	unité	2	3	-	5	1,697	3	5	-	9	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Imprimante Laser	unité	2	-	-	2	226	0	-	-	0	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Climatiseurs	unité	2	-	-	2	735	2	-	-	2	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Groupe électrogène 20 Kva	unité	2	-	-	2	25,000	51	-	-	51	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Photocopieuse	unité	2	-	-	2	2,194	5	-	-	5	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Equipement de bureau	unité	1	1	1	3	3,000	3	3	3	9	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Subtotal Équipements de bureau							65	8	3	76		
C. Etudes et enquêtes												
Enquete de base	pers.semaine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ASSIT_DA	FEM (100%)
Evaluation finale	p-semaine	-	-	6	6	5,000	-	-	33	33	ASSIT_DA	DON_FIDA (50%); FFEM (100%)
Audit annuel (FIDA)	forfait	1	1	1	3	15,000	16	16	16	48	ASSIT_DA	DON_FIDA (100%)
Subtotal Etudes et enquêtes							16	16	49	81		
Total Investment Costs							80	35	52	168		
II. Recurrent Costs												
A. Salaires												
Coordinateur du Programme	personne-an	0,66	1	1	2,66	23,000	16	25	26	66	SAL_DA	GOVT
Responsable administratif et financier	personne-an	0,66	1	1	2,66	18,000	12	19	20	52	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Responsable de passation des marchés	personne-an	0,66	1	1	2,66	18,000	12	19	20	52	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Responsable forestier	personne-an	0,66	1	1	2,66	18,000	12	19	20	52	SAL_DA	GOVT
Responsable informatique	personne-an	0,66	1	1	2,66	8,400	6	9	9	24	SAL_DA	GOVT
Animateurs	personne-an	2,64	4	4	10,64	12,000	33	52	53	138	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Assistante comptable	personne-an	0,66	1	1	2,66	10,000	7	11	11	29	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Sécretaire de direction	personne-an	0,66	1	1	2,66	10,000	7	11	11	29	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Chauffeurs	personne-an	1,32	2	2	5,32	4,695	6	10	10	27	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Femme de ménage / gardiens	person-année	4,62	7	7	18,62	2,356	11	18	18	47	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Subtotal Salaires							124	193	199	516		
B. Indemnités												
1. Coordonnateur de programme	personne-an	0,66	2	2	4,66	6,000	4	13	13	30	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
2. Responsable forestier	personne-an	0,66	2	2	4,66	3,600	2	8	8	18	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
3. Responsable informatique	personne-an	0,66	2	2	4,66	3,600	2	8	8	18	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Subtotal Indemnités							9	28	29	67		
C. Entretien et fonctionnement												
Frais de mission chauffeur	forfait	0,66	1	1	2,66	3,000	2	3	3	9	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Entretien des équipements	forfait	0,66	1	1	2,66	2,000	1	2	2	6	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Fonctionnement véhicule pick-up	forfait	0,66	1	1	2,66	10,000	7	10	10	28	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Frais généraux annuels	forfait	0,66	1	1	2,66	35,000	24	37	37	98	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Eau	forfait	0,66	1	1	2,66	500	0	1	1	1	EF_DA	GOVT
Electricité	forfait	0,66	1	1	2,66	1,000	1	1	1	3	EF_DA	GOVT
Loyer	forfait	0,66	1	1	2,66	1,500	1	2	2	4	EF_DA	GOVT
Subtotal Entretien et fonctionnement							36	55	56	148		
Total Recurrent Costs							169	277	284	730		
Total							249	312	337	898		

Table 3.2. Antenne du Programme à Dorra

Detailed Costs

(US\$)

Detailed Costs (US\$)							Totals Including Contingencies					
							('000)				Other Accounts	
Unit	Quantities				Unit Cost	2012	2013	2014	Total	Disb. Acct.	Fin. Rule	
	2012	2013	2014	Total								
I. Investment Costs												
A. Réhabilitation des locaux												
1. Etudes, contrôle et supervision /a	forfait	1	-	-	1	5,000	5,4	-	-	5,4	GC_DA	DON_FIDA (100%)
B. Réhabilitation des locaux brigade Nord Dora	unité	1	-	-	1	15,000	16,2	-	-	16,2	GC_DA	DON_FIDA (100%)
C. Véhicules 4x4	nombre	1	-	-	1	40,000	41,1	-	-	41,1	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
D. Equipement solaire type éclairage	unité	3	-	-	3	8,500	27,5	-	-	27,5	GC_DA	DON_FIDA (100%)
E. Équipements et mobilier de bureau												
1. Equipements												
Equipement de bureau /b	forfait	1	-	-	1	5,000	5,1	-	-	5,1	EQUIPVEH_DA	DON_FIDA (100%)
Total Investment Costs							95,3	-	-	95,3		
II. Recurrent Costs												
A. Salaires et indemnités												
Chef du programme	personne-an	1,6	2	2	5,6	17,558	29,4	37,8	38,9	106,1	SAL_DA	GOVT
Gardiens	personne-an	1,6	2	2	5,6	2,344	3,9	5,0	5,2	14,2	SAL_DA	DON_FIDA (100%)
Indemnités des coordonnateurs régionaux	personne-an	1,6	2	2	5,6	600	1,0	1,3	1,3	3,6	SAL_DA	GOVT
Subtotal Salaires et indemnités							34,3	44,2	45,5	123,9		
B. Entretien et fonctionnement												
Entretien des équipements	forfait	0,8	1	1	2,8	800	0,7	0,8	0,9	2,3	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Fonctionnement des véhicules	forfait	0,8	2	2	4,8	7,400	6,1	15,3	15,5	36,9	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Autres frais annuels /c	forfait	0,8	1	1	2,8	1,000	0,8	1,0	1,1	2,9	EF_DA	DON_FIDA (100%)
Subtotal Entretien et fonctionnement							7,6	17,2	17,4	42,2		
Total Recurrent Costs							41,9	61,4	62,9	166,1		
Total							137,2	61,4	62,9	261,5		

\a Le Gouvernement mettra à la disposition du programme les locaux nécessaires pour abriter l'unité régionale.

\b Inclut téléphone, internet, fax etc

\c inclut fuel, électricité, téléphone, femme de ménage et per diem.

